10e Année. - N° 169. - 25 Février 1934. Prix : 2 frs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

DANS CE NUMÉRO :

Un manifeste de la section du Rhône de la Fédération des Fonctionnaires :

Tout le pouvoir aux syndicats !

LA JOURNÉE DU 12 FÉVRIER

La grève générale ressuscitée !
par M. CHAMBELLAND

Les postiers parisiens dans la grève générale
par E. FRONTY

Les fonctionnaires et les instituteurs dans la bataille
par R. HAGNAUER

A Saint-Etienne, un triomphe !
par DUPERRAY

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT
FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.
EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr,

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe).*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unite syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

TOUT LE POUVOIR AUX SYNDICATS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Pas un homme, pas un sou pour Dollfus - Mussolini. — Les deux pouvoirs. — Sous le signe de la trahison... — Gouvernement d'étouffement. — Gouvernement de la Bourse. — Signe de faiblesse..... **R. L.**

PHALANGE D'HONNEUR DU « CRI DU PEUPLE »

CARNET DE ROUTE D'UN DÉLÉGUÉ OUVRIER FRANÇAIS (suite) ..... **P. Dhermy**

PARMI NOS LETTRES

Le jugement d'un ancien sur la journée du 12. — Le 12 février et les indigènes algériens. — Il faut un quotidien ouvrier. — Passez aux Galeries Lafayette ! — Tartufe interdit.

LA JOURNÉE DU 12 FEVRIER

La grève générale ressuscitée...**M. Chambelland**

Les postiers parisiens dans la grève générale .....**E. Fronty**

Les fonctionnaires et les instituteurs dans la bataille du 12 février ..... **R. Hagnauer**

LA « JOURNÉE CHIAPPE »

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

A propos du « Peuple » ..... **L. Nédélec**

Les Assurances Sociales et la leçon Stavisky. — Est-ce vrai ? — Un exclu des Jeunesses communistes voudrait sans doute s'y faire réintégrer.

FAITS ET DOCUMENTS

Le 12 février en province. — Chiappe et Stavisky. — Tardieu et Dubarry.

LE BOYCOTTAGE DES PRODUITS HITLERIENS

ENTRE NOUS

Notre recensement en province. — Notre budget pour 1934.

Amis, renouvelez sans retard votre abonnement

TOUT LE POUVOIR AUX SYNDICATS !

Manifeste adopté le 1er février par la section du Rhône de la Fédération Générale des Fonctionnaires, sur proposition du Syndicat de l'Enseignement.

Les vices du régime actuel éclatent à tous les yeux.

Sa corruption, sa soumission aux congrégations financières et économiques, les trahisons permanentes des élus, leur impuissance organique à assurer le fonctionnement des institutions démocratiques, à résoudre la crise économique et le chômage, à consolider la paix, tout cela nous crée d'autres devoirs, nous impose des directives nouvelles immédiates.

La structure économique doit être changée.

■

En laisserons-nous le soin à des aventuriers ou à des groupements fascistes, dont l'histoire a montré les effets nocifs pour la liberté des travailleurs ?

Même les formules de défense républicaine sont dépassées.

Jusqu'ici, elles ont pu servir de rempart aux attaques de la réaction.

Mais elles ont été impuissantes à permettre le développement normal des institutions sociales. La démocratie politique s'est montrée incapable d'assurer à chaque travailleur le droit à la vie, en échange de son travail.

■

« Jouissons bien, pendant qu'il en est temps, des derniers jours de la République », nous dit Bertrand de Jouvenel.

Oui, si le syndicalisme n'est pas à la hauteur de son destin !

Mais le syndicalisme existe.

C'est la seule force qui *reste propre* et en laquelle nous avons foi.

Dans le chaos, dans la décomposition du régime, le syndicalisme apporte de par sa constitution, ses principes, ses origines, ses traditions et sa morale fondée sur le travail, une solution totale à la crise actuelle.

■

Le syndicalisme est prêt à exercer sans partage tout le pouvoir.

Il possède en lui-même toutes les ressources nécessaires au bon fonctionnement du corps social.

Par son organisation centrale, la Confédération générale du travail, par ses fédérations d'industrie, par ses syndicats répartis sur tout le territoire, par ses unions départementales et locales, il peut, du jour au lendemain, *assurer* la marche de tous les services publics : postes, transports, finances, enseignement, etc., et de toutes les industries : alimentation, mines, métallurgie, textile, etc., etc.

■

Devant la faillite de la démocratie politique, l'heure du syndicalisme est venue.

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !

TOUT LE POUVOIR AUX SYNDICATS !

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Pas un homme, pas un sou pour Dolfus-Mussolini!

Le fascisme a conquis un nouveau pays. En Autriche, comme en Allemagne et en Italie, le mouvement ouvrier est désormais hors la loi ! Les « ruraux » autrichiens ont écrasé la Commune de Vienne. Les propriétaires respirent en paix.

Le seul bastion prolétarien qui restât en Europe Centrale est détruit, mais les combattants du Schützbund ont sauvé l'honneur ; leur sacrifice est le gage des victoires futures ; comme l'a compris Proudhon, est sans droit celui qui n'ose mourir pour son droit.

Disons à Vienne les paroles que l'Internationale des Travailleurs adressait, par la bouche de Marx, à Paris vaincu : « La mémoire de vos martyrs vivra, comme en un sanctuaire, dans le grand cœur de la classe ouvrière. Vos exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter ».

Mais un devoir particulier incombe aux révolutionnaires de France. La situation autrichienne est maintenant tout à fait nette : deux fascismes également odieux, deux fascismes destructeurs du mouvement ouvrier, également assassins du prolétariat, y sont aux prises ! le fascisme de Mussolini et le fascisme d'Hitler, celui des heimwehren et celui des nazi. Entre eux, il n'y a pour la classe ouvrière aucune différence. Sous aucun prétexte ni pour aucune raison nous ne saurions donc intervenir pour l'un contre l'autre. L' « indépendance de l'Autriche » est chose qui relève maintenant exclusivement de l'impérialisme. Nous nous opposerons de toutes nos forces à toutes tentatives de l'impérialisme français pour nous faire marcher en faveur d'une Autriche mussolinienne contre une Autriche hitlérienne.

Pas un homme, pas un sou pour le Thiers autrichien ! Pas un homme, pas un sou pour Dollfus-Mussolini !

Les deux pouvoirs

S'il est un fait que la journée du 12 février a confirmé, c'est bien celui d'un commencement d'existence en France de deux pouvoirs : le pouvoir d'Etat, pouvoir de la classe encore dominante — le pouvoir des syndicats, pouvoir de demain. Non point que le 12 février ait été une lutte de l'un de ces pouvoirs contre l'autre ; chacun d'eux a même plutôt cherché, en un certain sens, à se servir de l'autre. Ce fut une journée de compromis. Mais précisément, on n'accepte de compromis que lorsqu'on ne peut supprimer l'adversaire. Un Etat maître absolu ne se compromet point avec une C.G.T.

Mais ainsi que nous l'avons déjà remarqué, et comme il est utile, croyons-nous, de le redire, cette coexistence de deux pouvoirs représentant des classes antagonistes ne peut durer qu'un moment. Une société ne peut vivre qu'à la condition de ne pas être soumise simultanément à deux directions de sens contraire. Il y a l'ordre bourgeois et il y a l'ordre prolétarien ; si les deux existent en même temps, c'est le désordre. Aussi, si le prolétariat se contente d'équilibrer à peu près la force du pouvoir bourgeois, au lieu de se hâter de le détruire, c'est celui-ci qui bientôt le détruira. L'exemple de Vienne le montre après celui de Berlin ; comme celui de Berlin après celui de Rome. A Vienne, comme en Allemagne et en Italie, bien que sous des formes différentes, existait le régime des deux pouvoirs ; c'est pour mettre fin au désordre qu'il engendre que le fascisme s'est établi.

Le prolétariat occidental comprendra-t-il la leçon ? S'apercevra-t-il qu'il est impossible au prolétariat d'arrêter son offensive avant victoire complète, s'il ne veut connaître la défaite complète.

Sous le signe de la trahison...

Nul certainement n'était plus qualifié pour présider le gouvernement de « trahison nationale » que Gaston Doumergue, politicien arrivé au poste suprême, par la trahison de son mandat. Rappelons en effet que Doumergue, sénateur radical, ayant fait toute sa carrière politique au sein du parti radical, envoyé au Sénat par des électeurs radicaux, fut élu président de la République par la droite, contre le candidat des radicaux, Painlevé, officiellement désigné comme seul candidat de gauche.

Ce cynique dont la trahison reçut par la suite une seconde récompense avec sa désignation comme administrateur de la Compagnie de Suez, retraite dorée que réserve le haut capitalisme à ceux qui l'ont particulièrement bien servi — préfets de police ou présidents de la République — était donc l'homme tout désigné pour présider aux destinées d'un gouvernement dont la fonction est de faire ouvertement ce que les gouvernements précédents avaient fait plus ou moins clandestinement : trahir le mandat que la majorité du corps électoral avait donné à l'actuel Parlement.

Gouvernement d'étouffement

Trahir le mandat donné par le corps électoral, ...et trahir aussi ce pour quoi avaient cru se faire tuer les pauvres imbéciles dont les cadavres hissèrent les nouveaux ministres au pouvoir.

Car l'une des premières besognes du gouvernement d' « *union nationale* » *est naturellement d'étouffer le scandale Stavisky. Les scandales ne « sortent » que lorsqu'exaspérés par leur lutte pour les profits du pouvoir, les partis rivaux oubliant leur intérêt commun qui est de taire le scandale continu de la vie politique, se jettent à la tête leurs scandales respectifs.*

En appelant tous les partis à participer aux profits du pouvoir, l' « *union nationale* » *suppri-*

me pour tous les partis l'intérêt à exploiter tel ou tel scandale ; elle rétablit l'union commune pour la défense de l'intérêt commun : que le silence règne à nouveau autour de l'assiette au beurre !

La question de confiance posée par Doumergue contre l'attribution des pouvoirs judiciaires à la commission d'enquête constitue la preuve décisive de la volonté d'étouffement. Il est manifeste que cette commission réduite à écouter ce que voudront bien lui dire ceux qui voudront bien venir devant elle, ne peut être qu'une commission d'enterrement. Néanmoins, pas un de ces pauvres bougres qui se lançaient le 6 février contre les barrages de gardes mobiles pour exiger la « lumière » et des « sanctions », n'a seulement cette fois levé le petit doigt !

Gouvernement de la Bourse

C'est que l'objectif de ceux qui avaient mis en branle ces pauvres types n'était naturellement ni la lumière sur l'affaire Stavisky, ni, bien moins encore, l'établissement du règne de l'« honnêteté » et de la « vertu » — ni, non plus, à mon avis, l'établissement du fascisme — mais simplement ce à quoi exactement ils sont parvenus, et ce pour quoi ils ne cessaient de travailler depuis les dernières élections, et même avant : l'établissement d'un gouvernement d'« union nationale ».

Ceux qui ont créé les émeutes du 6 février, ceux qui ont obligé Daladier à partir, et qui ont fait appeler Doumergue, ce ne sont ni les « anciens combattants », ni les « croix de feu », ni l'« Action française », ce sont les plus hautes sphères du capitalisme, et tout particulièrement la finance. Il est tout à fait caractéristique que ce soit à la Bourse que se soit produite la première et la plus importante manifestation de la journée où Daladier dut démissionner. L'« Union nationale » est avant tout une création de la Bourse. Le gouvernement Doumergue, c'est le ministère de la finance.

Signe de faiblesse

Car la finance, en donnant à ce mot son sens le plus général, le sens de grand capitalisme, est aujourd'hui dans la nécessité absolue de faire bloc. L'« Union nationale » c'est l'union du grand capitalisme ; sous l'apparence de l'union des partis, c'est l'alliance des clans capitalistes.

Il y a entre le moment actuel et celui de l'affaire Dreyfus, une différence importante : au temps de l'Affaire Dreyfus, c'étaient deux clans capitalistes rivaux, celui de la finance catholique, et celui de la finance juive, qui se livraient une lutte sans merci, poussant la lutte politique à son paroxysme, aiguillonnant chacun à fond son parti contre le parti de l'autre, afin d'asseoir sur sa victoire politique, sa domination économique.

Aujourd'hui ce n'est plus la même chose. Les deux grands clans rivaux sont bien toujours là qui se groupent l'un autour du Comité des Forges, l'autre autour de la Banque de Paris et des Pays-Bas, mais aucun d'eux pour le moment n'a envie d'écraser l'autre. Ils considèrent comme infiniment plus urgent de s'allier pour leur défense commune. Loin donc de dresser leurs partis respectifs l'un contre l'autre, ils les obligent à s'unir. L'émeute qu'ils ont organisée le 6 février n'était que le coup de pouce destiné à forcer la main à leurs domestiques.

Quant à la raison pour laquelle les clans capitalistes éprouvent le besoin de suspendre leur ancienne rivalité, elle est bien évidente : ils sentent la société bourgeoise si fragile maintenant que la réunion de leurs efforts leur paraît indispensable à son maintien.

En ce sens, si l'« union nationale » renforce incontestablement la solidité de la défense bourgeoise, elle est par contre un indice de la faiblesse de la bourgeoisie. R. L.

Vanité des étiquettes

Sur l'ordre de la IIIe Internationale, le parti communiste allemand capitule sans combat devant Hitler.

Un membre de la IIe Internationale, le parti social-démocrate autrichien lance une insurrection à main armée contre Dollfus.

Phalange d'Honneur du "Cri du Peuple"

ANNEE 1933

RECETTES

En caisse le 1er janvier		280,39
Phalange : Altmayer, 120; Auffret, 40; Audin, 25; anonyme, 500; Alhomme, 20; Bureau, 50; Boissel, 10; Mme veuve Beauvois, 200; Barat, 110; Anne Bizeau, 20; Charbit, 25; Croze, 50; Chambelland, 30; Josette et Jean Cornec, 240; Charroin, 110; Cousin, 100; Claveyrolas, 20; Chestier, 30; Corsin, 5; Delsol, 120; V. D., 100; Deveaux, 70; Delhermet, 200; Delamotte, 60; Deluret, 25; Duyck, 50; Duchêne, 10; Espagnon, 30; Fronty, 200; G. Garnery, 20; A. Garnery, 20 ; Godonnèche, 45 ; Gavard, 150 ; Groyer, 10; Guennec, 25; Marie Guillot, 200; Gazanion, 10; Giauffret, 20; Hagnauer, 100; Joulia, 10; Le Gléo, 20; Louzon, 140; Lecomte, 70; G. Mérouze, 120; Monatte, 80; Maupioux, 110; Mons, 50; Morel, 90; Ménard, 20; Alice Morel, 20; Mariani, 110; Martin, 10; Philippon, 120; Péri, 40; Pranchère, 10; Paris, 30; Marthe Pichorel, 70 ; A. Pelletier, 75 ; Perdoux, 50; Rey, 60; Louise Rivet, 100; Sellier, 160; Sandillon, 50; Tignières, 120; Thomas, 90; Thévenon, 130; Tauzin, 20; Vaillard, 50; H. Vilain, 20 ; Vidal, 120 ; Veiller, 20 ; Van Zürk, 60; Simone Weill, 100. — Total.....		5.515, »
Souscriptions		345,60
Total.....		6.140,99

DEPENSES

Avances remboursées	940, »	
Hasfeld	80, »	
Bour	2.000, »	
Dangon	1.250, »	
Hachette	700, »	
Solde salaire en retard	705, »	
Frais divers de l'année	134,45	5.809,45
En caisse au 31 décembre.....		331,54

Adresser désormais correspondance et fonds à F. Charbit, 7, place Séverine, Le Pré-Saint-Gervais (Seine). Compte de chèques postaux : Paris 1.157-73.

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

DEUXIÈME PARTIE (Suite) [1]

En Géorgie

18 Novembre : toujours la route pour le Sud

Comme très souvent, la délégation s'est couchée très tard dans la nuit (2 heures du matin) après des chants en chœur dans le couloir. Levé à 8 heures, je jette aussitôt un regard par la portière ; paysage plat à un point qu'on ne peut imaginer, parsemé de villages très éloignés les uns des autres, mais pas beaucoup plus propres ni plus coquets que ceux de la région de Moscou. De loin en loin, des groupes de meules, près desquelles des paysans s'affairent : sans doute le battage, si j'en juge par la présence de diverses machines. Dans l'ensemble, une certaine impression d'aisance.

Nous sommes dans le Caucase et le sol devient de plus en plus accidenté mais moins fertile. Toujours une lenteur désespérante du train (30 à 35 km. à l'heure). J'ai l'impression que les traverses de la voie reposent directement sur le sol, et non, comme ailleurs, sur un ballast de cailloux; si c'est bien ainsi, je comprends que les trains ne puissent pas faire de grandes vitesses.

Cette inactivité, dans le wagon, nous est pénible, malgré les nombreuses cigarettes qu'on nous distribue et que nous grillons sans arrêt, et les bavardages continuels, tantôt dans un compartiment tantôt dans un autre. Nous avons de la peine à nous accoutumer à ces heures de repas qui changent tellement nos habitudes. Hier, déjeuner-surprise, on nous a fait des « frites », ce qui nous a rappelé agréablement la cuisine de chez nous. Comme c'est loin, Paris !

Vers midi, nous commençons à apercevoir, sur notre droite, les premiers pics des montagnes du Caucase, dont quelques-uns sont couverts d'une neige qui étincelle au soleil. Ce n'est que plus tard, vers 16 heures, que nous verrons nettement se découper sur le ciel l'imposante chaîne des monts qui nous séparent de la Transcaucasie. Cela nous procure l'occasion d'assister, du wagon-restaurant, à un magnifique coucher de soleil sur la montagne.

Des chants, en chœur et individuels, prolongent notre séjour au wagon-restaurant; c'est là un agréable moyen de passer le temps, mais l'exagération qui en est faite oblige à penser qu'on nous utilise au mieux pour la propagande.

De retour dans notre compartiment, une partie d'entre nous va « dégeler » la délégation belge (dans le wagon d'à côté), qui se meurt d'ennui et qui, paraît-il, est divisée par des luttes de tendances; nous chantons et faisons la ronde dans le couloir, après quoi c'est le tour de chant d'un délégué hollandais qui va même jusqu'à interpréter une chanson en français, incompréhensible malgré son évidente bonne volonté. Un délégué belge récite un poème dont la fin normale devrait être « vive l'anarchie ! », mais qui, très opportunément, se termine par « Vive l'Union soviétique ! » Je constate mélancoliquement que presque tous ces chants, même ceux chantés par les camarades communistes, sont d'inspiration nettement anarchiste, ce qui n'empêche pas ceux qui les chantent de défendre fanatiquement toutes les solutions d'autorité. Qu'y a-t-il de plus contradictoire, qu'un bolchevik chantant l'Internationale ? — Couché à 21 h. 30, je suis réveillé vers 23 h. pour prendre le dernier repas; quelle bizarre coutume que celle qui consiste à manger si tard !

19 Novembre : Passage à Bakou

Réveillé vers 7 h. 30, j'attends impatiemment le moment où nous verrons la mer Caspienne. Elle nous apparaît peu après et, pendant un certain temps, nous la longeons à quelques centaines de mètres; elle est d'un vert bleuâtre et complètement déserte, c'est à peine si on aperçoit, parfois, quelques canots sur le rivage.

Voici ensuite les puits de pétrole de la région de Bakou, à certains endroits si nombreux qu'ils semblent se toucher, mais toujours, toujours, un paysage désolé donnant le « cafard » à la longue; seules, de maigres touffes d'une sorte de chardon émergent du sol de loin en loin. On peut se demander de quoi se nourrissent bêtes et gens, dans un pareil désert; et pourtant, nous rencontrons de temps en temps des troupeaux de moutons, de chèvres, et, à mesure qu'on avance davantage, de chameaux. Sur notre droite, une chaîne de très fortes collines court sans interruption, composées ou de sable, ou d'une roche très friable, car elles sont ravinées au possible par le vent et la pluie.

Arrivée à Bakou vers 11 h. ; arrêt de 45 minu-

(1) Voir les numéros 165, 166, 167, 168.

tes; nous en profitons pour descendre sur le quai et monter ensuite sur la passerelle d'où on a une vue assez étendue sur la ville ; on aperçoit même un coin du port. Des enfants, d'une dizaine d'années, nous entourent et nous demandent des kopeks; la plupart sont pieds nus (il est vrai qu'il fait plutôt doux), ou chaussés de sandales en jonc tressé; un employé de la gare (je présume), a vite fait de les refouler au dehors. C'est un grand changement pour nous avec la région de Moscou : les femmes sont plus coquettes, certaines ont même du rouge aux lèvres; quelques-unes, vieilles pour la plupart, à notre vue, se ramènent sur la bouche le voile qui leur couvre la tête, geste qui atteste la survivance de vieux préjugés. Bakou me donne l'impression d'un immense chantier : de tous côtés ce ne sont que tas de pierres, de bois, maisons en construction, une grande activité y règne. Sur le quai, un magasin avec, sur de petits cartons, les prix de certaines denrées; je note : le kilo de bonbons (minuscules et en forme d'édredons), coûte 32 roubles; et le kilo de caviar 33 roubles; je n'ai pu me procurer le prix du pain. Remarqué aussi un train électrique et l'absence de charbon sur les locomotives qui, dans cette région, toutes sont chauffées au mazout.

Notre train quitte Bakou et nous retrouvons aussitôt la steppe désertique et la chaîne de collines ravinées, mais, agréable diversion, nous longeons la Caspienne pendant plus d'une heure. Vers le soir, l'état du sol change un peu, quelques exploitations agricoles (des kolkhoses, si j'en juge par l'étendue des champs d'un seul tenant), se montrent et, près des gares, des maisons entourées d'arbres donnent une impression d'oasis. Dans notre wagon, c'est, ou une oisiveté déprimante, ou, le plus souvent, des chants en chœur qui nous abrutissent à la longue ; je m'y soustrais le plus possible, mais cela n'empêche pas le vacarme de rendre impossible tout travail utile, rédaction d'impressions ou lecture.

20 Novembre : Tiflis

Notre train est arrivé à Tiflis vers 1 heure du matin. Notre compartiment réveille les autres délégués à 7 heures, car il faut être prêts pour l'obligatoire réception officielle : comme dans les villes d'où nous venons, il faut impressionner la population par la musique, les chants, et surtout les discours, ce que les Russes paraissent affectionner particulièrement... quand ce sont eux qui parlent.

En attendant le départ, promenade sur le quai, mais nous avons la malchance, après le temps magnifique des trois derniers jours, de trouver ici la pluie. Envoi de cartes postales et prises de notes, besogne rendue pénible par les bavardages incessants et les chants en chœur que le chef de délégation, qui ne vole vraiment pas son salaire, met constamment en branle pour tenir en haleine ses plus fidèles sujets, communistes et sympathisants.

Les heures s'écoulent et nous attendons toujours.

Il est 11 heures quand les délégués des organisations ouvrières de Tiflis arrivent à la gare. Comme de coutume, rassemblement dans un salon de la gare. On nous dit que le retard de ce matin est causé par un malentendu : le télégramme expédié par le commandant de notre wagon a été mal compris et on a cru que la délégation paysanne française, arrivée avant nous, était toute la délégation. C'est possible, après tout ! Il faut, maintenant, attendre les autobus ; pour passer le temps, on nous traduit, de la *Pravda*, les dernières nouvelles ; l'une d'elles est importante et nos hôtes nous la communiquent avec des yeux brillants : les Etats-Unis ont reconnu l'Union soviétique ! Pour eux, il ne fait pas de doute que ce résultat a été atteint grâce à la puissance de l'U.R.S.S. et, surtout, grâce à la crainte qu'inspire l'armée rouge.

Un délégué propose alors que nous discutions tout de suite le plan du travail de la délégation. Après une très courte discussion, nous décidons de visiter d'abord et tous ensemble la prison politique et, ensuite, de nous séparer en trois groupes afin de visiter, suivant les goûts, usine de textiles, usine de tabacs, ou hôpital ; demain aura lieu la visite d'un sovkhose et sera discutée la question des minorités. Il faut dire, en effet, que plusieurs délégués avaient demandé avec insistance à venir à Tiflis, soit pour y rendre visite à des personnes dont ils avaient l'adresse, soit spécialement pour visiter la prison politique, soit dans l'espoir d'obtenir des renseignements sur les circonstances dans lesquelles les bolcheviks ont pris le pouvoir en Géorgie. C'est seulement à 12 h. 45 que les voitures viennent nous chercher, et non pas pour la prison car, paraît-il, l'autorisation n'est pas encore obtenue.

Visite de l'hôpital

Les trois groupes se séparent ; je prends place dans celui qui va à l'hôpital. Le conducteur nous mène à toute allure dans les pittoresques rues de Tiflis : pas de ruisseaux, l'eau dévalant les pentes emplit les rues et la voiture roule fréquemment dans 30 centimètres d'eau, éclaboussant sans pitié les passants qui n'ont pas le moindre geste de protestation. Curieuses, ces rues, pavées de galets faisant saillie et parfois encaissées d'un mètre entre les trottoirs inégaux. Les habitants, eux, sont fort différents des Russes proprement dits : visages plus réguliers ; magnifiques yeux noirs, corps moins massifs, on reconnaît tout de suite une autre race. A l'hôpital, nous sommes reçus par un groupe de médecins et chirurgiens dont plusieurs entendent assez bien le français. Ils nous donnent les renseignements suivants :

Un jeune médecin gagne 210 roubles par mois et reçoit une augmentation en proportion de ses années de service; un médecin gagne au maximum 700 roubles par mois. Tout le personnel a droit à un mois de congé. Les infirmiers sont payés à raison de 120 à 150 roubles par mois; le personnel sanitaire (garçons et filles de salle) a de 70 à 90 roubles. Loyer : en moyenne 10 % du salaire. La retraite a lieu à 60 ans. Les infirmiers travaillent 24 heures, et ont ensuite trois jours de congé. En réponse à une question d'un délégué, un médecin nous dit que les facilités pour faire des études scientifiques sont beaucoup plus grandes maintenant que sous le régime tsariste. Il ajoute qu'il y a à Tiflis 4 hôpitaux de ville, 2 de la Croix-Rouge, 1 hôpital militaire, 1 pour les cheminots, etc., (je ne

puis tout noter), plus 1 hôpital d'Etat; les hôpitaux de ville voient toutes leurs dépenses réglées par la ville.

A une question d'un délégué, demandant si tous les besoins de l'hôpital en aliments et médicaments sont satisfaits, on répond : « Nous avons le strict nécessaire ; en dehors de certains remèdes spéciaux venant de l'étranger, nous avons en abondance tout ce qui est fabriqué en U.R.S.S. ». 850 lits dans cet hôpital.

Visite d'une salle de malades femmes, d'une salle d'opérations, d'une autre salle pour enfants malades (où des mères allaitent leur enfant), de la salle d'autopsie, de laboratoires de bactériologie et de chimie, de rayons X, etc. Mon impression est que la bonne volonté est grande mais que les possibilités sont restreintes ; le petit matériel de chirurgie, et aussi la literie m'ont semblé insuffisants, mais ceci n'est qu'une impression hâtive ; je constate, par contre, la mise en chantier de nombreux pavillons. Visite, également, à l'amphithéâtre où, en ce moment, les étudiants suivent un cours : très forte proportion de jeunes femmes, la plupart d'une beauté remarquable et très gaies ; changement profond avec l'air morne des habitants de Moscou. Des questions posées, il ressort que 80 % d'entre eux sont ici grâce à l'aide de l'Etat qui, par une allocation, leur permet de suivre les cours ; les autres ont payé pour venir ici, mais tous ont dû satisfaire à des examens d'entrée. Avant notre départ, on nous remet, en guise de souvenir, des livres de médecine imprimés en langue géorgienne, et des photographies de l'hôpital et des salles.

A 15 heures, nous quittons l'hôpital ; le temps s'éclaircit et nous voyons mieux la situation de la ville, tapie entre de hautes montagnes abruptes. Ici, c'est encore l'automne ; les vignes ont toutes leurs feuilles à peine jaunissantes ; c'est le début d'octobre chez nous. Ville pittoresque, avec ses rues pavées de galets et ses toits de toutes formes. La population paraît très intelligente, éveillée et douce. Les autobus nous déposent à l'hôtel d'Orient, de tout premier ordre ; c'est là que nous prendrons notre repas ; service fastueux, trois sortes de vins (blanc, rosé, rouge), mais d'un goût très différent des nôtres et qui ne me plaît guère. Celui qui nous sert de guide, un Géorgien secrétaire de syndicat, bon vivant, pousse à la consommation et, à chaque instant, nous fait boire en l'honneur de ceci, de cela, et encore d'autres choses. (Bien que nous trouvant en Géorgie, il faut boire à la mode russe, et ne reposer le verre que quand il est vide). Il semble étonné que le petit groupe dont je fais partie ne se laisse pas entraîner ; à quelques-uns, en effet, nous n'oublions pas que nous sommes venus ici pour nous renseigner et nous voulons conserver entière notre lucidité. La chère, bien que richement présentée, n'est pas aussi bonne qu'elle en a l'apparence, mais j'apprécie hautement les beaux et bons fruits, les pommes, surtout, de vraies « Canada ».

Le dîner terminé, la délégation se rend à la soirée-conférence qui nous est réservée par un membre du gouvernement géorgien, vieillard à barbe blanche qu'on nous dit avoir été le compagnon de luttes de Lénine. De cette conférence, j'ai surtout retenu les réponses suivantes à des questions posées par des délégués :

Jamais la Géorgie n'a eu à se plaindre du gouvernement central des Soviets; celui-ci aide toutes les républiques. La progression culturelle est plus rapide dans les républiques arriérées que dans les républiques de la Grande Russie. Il ne peut y avoir d'autonomie sans indépendance économique, etc. (Le reste de l'exposé consiste principalement en rappels, par l'orateur, des circonstances dans lesquelles il a lutté aux côtés de Lénine. Ce n'est pas encore ainsi que je pourrai obtenir des détails précis sur l'entrée, volontaire ou non, de la Géorgie dans l'Union soviétique).

A la fin de la séance, discours-remerciements de Grenier, au nom de la délégation, affirmant que les éclaircissements donnés confondront les calomniateurs qui oseront encore parler de la famine en Ukraine et de l'oppression en Géorgie ; (toujours la foi en la parole officielle !).

Réponse du président : Je n'ai pas pu vous donner tous les renseignements désirables : le temps manquait. Ce que vous avez vu est indéniable. Le peuple géorgien a oublié qu'il existe au monde des menchéviks. Mes meilleurs souhaits à la délégation française ! (Et voilà ! Avec un pareil bagage de preuves, nous pourrons, dans nos comptes-rendus, affirmer sans crainte que tout s'est toujours passé et se passe encore pour le mieux en Géorgie !).

Nous ne pouvons visiter la prison

Sur le point de quitter le palais du gouvernement, nous apprenons (sans trop d'étonnement de ma part, je m'y attendais), qu'il ne nous sera pas possible de visiter la prison politique, qui est en cours de transformation ; on nous donne des détails : « La prison est installée dans un ancien château qui, par suite de la diminution du nombre des détenus, est maintenant trop vaste ; c'est pourquoi on en fait actuellement une bibliothèque ; or, si on vous montrait les cellules en ce moment, vous y verriez les condamnés si entassés que vous pourriez croire que c'est ainsi l'habitude ; c'est la raison pour laquelle nous préférons ne rien vous montrer ». Malgré le vif mécontentement de nombre de délégués, il nous faut accepter la chose ainsi ; nous sommes plusieurs à nous étonner que, dans une prison trop grande, les condamnés soient si entassés et, pendant un certain temps, l'interprète en entend de toutes les couleurs, si bien qu'à la fin, impatientée, elle nous réplique : « Pensez-vous que le gouvernement soviétique est obligé de vous confier tous ses secrets ? En U.R.S.S. comme dans les autres pays, il y a la raison d'Etat ! » Nous nous en doutions, mais il était bon que cela fût dit.

Une petite « manœuvre »

Notre séjour à Tiflis devait être de deux jours. Pour une raison que j'ignore, tout en la soupçonnant, il est nécessaire que nous partions d'ici au plus tôt. J'assiste alors à une manœuvre assez amusante : on vante, d'abord, aux délégués les plus malléables, le charme d'un séjour à Batoum, sur la mer Noire, où le temps sera certainement plus agréable qu'ici, et où nous verrons palmiers et orangers ; enfin, c'est un port de mer, ce qui

ne peut que plaire aux gars du Nord, tous du littoral. La question est mise aux voix et, malgré quatre voix contre, et deux qui, ayant voté pour, ont voulu, mieux informés, rectifier leur vote, le départ pour Batoum est décidé. Nous y arriverons, paraît-il, demain matin, et, ainsi nous ne perdrons pas une minute. Au moyen des autobus habituels, nous retournons à la gare et là, et c'est cela le plus drôle, nous voyons notre wagon déjà accroché au train qui va partir pour Batoum. Quelle prescience rare de la part du chef de gare, puisque la décision a été prise il y a seulement quelques minutes ! Le train se met en route peu après.

21 novembre : visite d'un sovkhose de Batoum

Pas de chance à tous points de vue : il pleut à verse depuis hier soir, et l'arrivée, qui devait avoir lieu ce matin de bonne heure, n'a lieu qu'à 13 h. 15 ! Cette fois, le télégraphe a bien fonctionné et, sans attendre, on nous embarque dans des voitures de tourisme, pour un sovkhose des environs. Une partie des délégués a préféré passer l'après-midi sur le port.

Voyage mouvementé pour se rendre au sovkhose; celui-ci se trouve au delà des fortes collines qui entourent la ville, et qu'il nous faut franchir au moyen d'une route en lacets, terriblement accidentée : là, les conducteurs nous montrent leur virtuosité. Parcours qui serait merveilleux sans la pluie qui tombe à flots et les horribles secousses subies : mandariniers avec leurs fruits dorés, bambous, palmiers, mimosas, eucalyptus, végétation luxuriante dans des sites splendides. C'est la descente dans la plaine, au milieu des plantations de thé demi-nain, puis l'arrivée au sovkhose.

Ici au moins, pas de fanfare ni de discours, cela nous plaît mieux. Réunion dans un bureau; un des dirigeants du sovkhose nous donne quelques précisions :

On cultive ici 623 hectares de thé, 68 hect. de cultures diverses et 148 hect. de bambou ; il y a, en plus, un potager, une ferme laitière, un élevage de porcs, une fabrique de thé qui fournit 1.500 tonnes de thé par an; une plantation spéciale de kakis; des cultures de plantes sub-tropicales ; des plantations pour graines de thé. Le décorticage des graines et la fabrication du thé compressé sont faits mécaniquement. Personnel : 1.300 ouvriers agricoles au total. L'idée directrice est celle-ci : nous (l'U.R.S.S.) suffire nous-mêmes en thé; le « plan » prévoit cela pour 1937. Nous essayons en ce moment des machines à récolter le thé. Le domaine du sovkhose est composé d'une ancienne propriété du tsar, agrandie par des défrichements. Les principes d'établissement du budget du sovkhose sont les mêmes que pour les usines. La journée de travail est de 7 heures, plus une heure pour le repas.

Je demande comment on occupe, pendant les mois d'hiver, le nombreux personnel nécessaire pour ne pas dépasser 7 heures par jour pendant la belle saison ? Réponse : « Dans les moments de presse, on augmente le nombre des équipes; dans les périodes d'inactivité, on emploie les ouvriers à des travaux secondaires ». (Cette réponse manque un peu de précision; je le regrette d'autant plus que ce que je demandais constitue, à mon sens, une des principales difficultés de l'industrialisation de l'agriculture).

Notre interlocuteur nous dit encore :

Le salaire des ouvriers agricoles est, en moyenne, de 100 roubles par mois ; ils ont, gratuitement, le logement et les avantages des œuvres sociales du sovkhose ; contrairement aux kolkhosiens, qui sont encore un peu propriétaires, ils peuvent se grouper en syndicats.

Visite d'un atelier de décorticage des graines de thé. — De la grosseur d'une petite noisette, dont elles ont d'ailleurs la couleur, les graines de thé sont enfermées par trois dans une enveloppe que des machines spéciales, ressemblant assez à de très forts tarares, brisent d'abord, puis trient ensuite. Cette graine, de goût âcre, brûle un peu la bouche quand on veut la mâcher. Un peu plus loin, une machine installée depuis peu procède à la confection, à la chaîne, des tablettes de thé compressé. Ces tablettes sont composées des feuilles de la dernière récolte, les plus dures, qui donneront un thé très rude, fort goûté, paraît-il, des populations du nord de la Russie.

Visite de la nouvelle usine à thé. Nous parcourons alors toute la gamme des manipulations que subit le thé avant d'être prêt pour la consommation : triage, enroulage, séchage, mise en sacs, etc..., le tout au moyen de machines modernes. C'est ensuite la dégustation, peu appréciée par nous, car elle se fait au moyen de thé soigneusement pesé, mais non sucré. Des délégués prennent des photographies de notre groupe dans le joli cadre du jardin entourant l'usine. Visite encore des salles de triage et d'emballage des mandarines, dont nous faisons ample provision. Il est 17 h., c'est l'heure du retour; notre séjour ici, si agréable qu'il ait été, a été trop court pour nous permettre de nous documenter sérieusement; c'est pourquoi je le considère plutôt comme un voyage d'agrément.

Retour à Batoum à toute allure; nous sommes tellement secoués que je ressens un vague mal de mer quand la voiture s'arrête devant l'hôtel où nous allons dîner. Repas riche et abondant, nombreux hors-d'œuvre, vins et cognac sur les tables; nous continuons à être soignés comme de bons bourgeois.

Visite d'un navire pétrolier

Il est environ 19 h. quand les voitures nous emmènent au port. Sous la pluie qui n'arrête pas (ne dit-on pas que Batoum est le pot de chambre de la Russie !), nous franchissons la série d'énormes tuyaux qui amènent le naphte, ou le pétrole, à bord des navires. Etonnement : tout est très propre sur ce bateau, malgré le genre de cargaison. Le capitaine nous reçoit et, en attendant que le thé soit prêt, nous fait visiter son navire, qui transporte le pétrole de Batoum à Leningrad : machines du bord fonctionnant au mazout; cabines de l'équipage, pour deux marins, assez spacieuses et confortables; cabines des officiers, presque luxueuses; cuisine, réfectoire, coin rouge, etc...

Revenus au salon, le capitaine (c'est la règle,

et je ne m'en étonne plus) nous fait une petite conférence dont voici l'essentiel :

Le salaire des matelots est de 120 roubles au port et de 200 roubles en mer. (Je cherche à savoir si le capitaine a encore droit de vie et de mort sur son équipage, et quelles sont les sanctions dont il dispose. prison, fers, etc. Il se contente de me dire qu'il n'a pas de droits suffisants pour faire mettre un marin aux fers). Il y a à bord un comité syndical et aussi une cantine où on peut consommer du vin, mais sans aller jusqu'à l'ébriété. Les réunions ont lieu au « coin rouge » ; le capitaine, qui dit ne pas être membre du Parti, assiste à toutes les réunions. (Je pense aussitôt que c'est assez adroit). La durée du travail est de 7 heures. Le salaire est payé en monnaie du pays où se trouve le navire (1). Il n'y a pas de mousse à bord car le séjour à bord d'un pétrolier est considéré comme insalubre; il existe des navires spéciaux pour l'apprentissage des mousses. Le salaire du commandant est de 980 roubles. La retraite est la même que dans l'industrie, c'est la même loi. Les congés sont de 54 jours, se décomposant ainsi : 1 mois selon la loi, plus deux jours par mois de service. L'embauchage est fait par un organisme administratif, après accord avec le comité syndical.

C'est fini; allocution de Grenier, réponse du capitaine, puis on nous offre le thé et des gâteaux. Nous prenons congé des marins et, sous la pluie qui ne cesse pas, rentrons à notre wagon vers 22 heures. Le train part peu après. Le bruit court dans le wagon que nous arriverons à Tiflis demain vers midi, que nous y passerons l'après-midi, et que nous repartirons le soir même pour Bakou. Toutes ces décisions sont prises par la fraction communiste de la délégation, siégeant à huis-clos, et après entente avec l'interprète chef; on nous demande notre avis pour la forme, mais la chose est entendue d'avance, car les « purs » et les sympathisants « beni-oui-oui » forment la grosse majorité.

22 novembre : retour à Tiflis

Evénement extraordinaire : le train est en avance ! A 11 heures, nous arrivons à Tiflis. Sans perdre de temps, et sans réception officielle cette fois (est-ce que nos protestations auraient porté ?) la délégation est divisée en deux groupes; l'un ira visiter la Coopérative, l'autre se rendra au dispensaire antituberculeux et au dispensaire antivénérien; je choisis ce dernier groupe. Les autobus nous emmènent en hâte, car notre train repart à 15 h.

Très belle impression produite par *le dispensaire antituberculeux* : construit en 1930, dans le style géorgien, c'est un véritable bijou : architecture légère et gracieuse, larges baies vitrées, escaliers monumentaux, tout donne une idée de palais désaffecté. Nous entrons tout d'abord dans la salle de réception des malades, agencée de telle sorte que les malades sortants ne croisent pas ceux qui entrent. Le matin, sont reçus les femmes et les enfants; l'après-midi, les ouvriers. Dans une pièce spéciale, sont classés les dossiers sanitaires de toute la ville; on nous dit que des médecins sont envoyés dans les entreprises afin de dépister les maladies. Passage rapide à l'amphithéâtre, très bien agencé avec de nombreux tableaux éclairés par transparence. La visite, beaucoup trop rapide, est terminée.

Visite d'un Institut de physiothérapie. — Toujours en courant, nous voici maintenant dans un autre immeuble, moins imposant, mais extraordinairement garni d'appareils de toutes sortes. Nous visitons là, sans nous arrêter, une suite imposante de salles affectées au traitement des maladies les plus diverses : salle des fiches des malades de Tiflis et des alentours, cabines pour les traitements électriques, bains électriques, salles de traitement par les boues d'origine volcanique, salles de repos et d'inhalation, etc... J'ai l'impression, par suite de l'énorme quantité d'appareils scientifiques entassés là, qu'on a centralisé dans cet Institut tout le matériel de recherche et de traitement qu'on trouverait en France dans un certain nombre d'installations spécialisées. L'important est de savoir si ce système de centralisation est bon, ou si, au contraire, le travail sanitaire sur la base locale ne donnerait pas de meilleurs résultats : je laisse le soin de conclure à de plus compétents que moi. Il est environ 14 h.; en nous dépêchant, nous pouvons encore pousser jusqu'à l'Institut antivénérien.

Visite de l'Institut antivénérien. — Cet institut a été construit en 1928. Un des médecins nous donne quelques renseignements et nous fait visiter les différentes salles. Je crois comprendre, des explications données, que la plus grande discrétion possible est observée, mais qu'une grande énergie est déployée dans la recherche de l'origine du mal; c'est ainsi que des « brigades » spéciales, organisées par le dispensaire antivénérien, sont chargées de rechercher ces maladies dans les campagnes. On nous montre des diagrammes permettant de suivre les fluctuations du nombre des cas ; ces tableaux montrent même une augmentation marquée, dûe, nous explique-t-on, au travail des brigades de recherches. Notre guide nous dit encore qu'en cas de maladie constatée sur un enfant, on s'efforce de réaliser la confiance entre le médecin et l'entourage du malade afin de trouver l'origine du mal.

Pressés par l'heure, nous abrégeons notre visite et rentrons dans notre wagon peu avant le départ du train. Nous roulons vers Bakou et revoyons, en sens contraire, la mer Caspienne, et aussi ce paysage de plus en plus aride à mesure que nous approchons de la cité du pétrole.

PAUL DHERMY,
délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de Saint-Denis

(à suivre).

(1) Renseignements pris, c'est une partie minime du salaire qui est payée ainsi.

Si vous êtes d'accord avec notre manifeste

Au Syndicat, le Pouvoir !

paru dans notre dernier numéro, écrivez-le nous.

Parmi nos lettres

Le jugement d'un ancien sur la journée du 12

Notre vieux camarade Garnery, qui fut l'un des militants fondamentaux de la C.G.T. d'avant-guerre, l'un des pratiquants les plus hardis de l'«action directe», — secrétaire, à l'époque, de la Fédération de la Bijouterie — écrivit à l'un de nous, au lendemain du 12 février, les lignes suivantes :

Avec quel regret je n'ai pu être au rendez-vous dimanche soir, j'étais à bout de ressort.

Mais le lundi matin, au réveil, voilà le vieux bonhomme revigoré comme aux meilleurs jours de sa vie : sous ma fenêtre, des copains de la T.C.R.P. signifient énergiquement à des pauvres jaunes de rentrer en vitesse leurs voitures au dépôt.

Peu après, j'apprends la décision prise la veille à l'égard de la manifestation projetée par les politiciens.

La C.G.T., grandie et plus forte, reprenant sa place comme au lendemain de la duperie bourgeoise que fut la fameuse manifestation du « Triomphe de la République ».

Alors, ému, heureux et content, j'ai traversé Paris. Paris à pied, par cette magnifique et inoubliable journée du lundi 12.

Le 12 février et les indigènes algériens

Le camarade Jean Leunois d'Alger, en envoyant son adhésion à notre manifeste, nous dit qu'à part les instituteurs du département d'Oran et quelques ouvriers isolés, il n'y a pas eu beaucoup de grévistes le 12 février, en Algérie, mais, ajoute-t-il :

Par contre, la manifestation dans la rue, à Alger, organisée par la C.G.T. et les S.F.I.O., à laquelle ont participé les communistes, bien qu'ils aient refusé de s'associer officiellement à l'organisation du mouvement, a fort bien réussi. Parmi les manifestants, pas mal d'indigènes; la bourgeoisie algéroise en a été assez impressionnée. Aussi, tous les journaux bourgeois montent-ils en épingle le danger indigène pour empêcher de recommencer des descentes dans la rue.

Ajoutons, d'autre part, qu'un journal syndicaliste bimensuel va sans doute voir le jour très prochainement en Algérie.

Il faut un quotidien ouvrier

Le camarade Chatelain, en nous envoyant son adhésion au manifeste « Au syndicat, le Pouvoir », ajoute:

Plus que jamais, il faut l'unité syndicale et ceci le plus vite possible, ainsi que la création d'un quotidien ouvrier, car malheureusement le Peuple *ne remplit pas la tâche qu'il faudrait. Sur ma dernière lettre, je vous disais que les luttes de tendances, et les insultes me dégoûtaient et que je lisais la presse Bourgeoise... Je vous écrivis ceci dans un moment de découragement* avant les événements *de ces jours derniers ! Naturellement ces jours-ci, j'ai lu* L'Huma *et le* Popu, *mais à trois jours déjà de la grève générale, voici les insultes qui recommencent sur* L'Huma; *cela est désespérant !*

Si seulement il pouvait y avoir en France un quotidien sans parti-pris et s'occupant uniquement de la défense de la classe ouvrière, car je rage quand je lis dans le Popu *un appel aux républicains ! Triste, bien triste !*

Quant au journal syndicaliste le Peuple, *il est presque introuvable, et de plus, il est très loin d'être lutte de classe.*

Passez aux Galeries Lafayette !

Un camarade nous écrit :

Savez-vous qu'il est interdit d'envoyer des vêtements usagés en U.R.S.S. ?

Lorsque vous avez des parents ou des amis à l'étranger, et qu'ils sont dans le besoin, vous pouvez les aider en leur envoyant des objets usagés : rien n'est plus facile que de les expédier par colis postal en déclarant qu'ils n'ont pas de valeur marchande, les frais de douane sont ainsi réduits au minimum. Cela est possible pour tous les pays, même pour celui de Mussolini, mais pas pour l'U.R.S.S. : interdiction d'envoyer en Russie des vêtements usagés; on ne peut envoyer que des vêtements neufs.

Bien plus, vous serez obligés de les acheter dans un des grands magasins de Paris, les Galeries Lafayette, spécialement chargées de l'opération, et vous devrez y acquitter d'avance les droits d'entrée, variant de 75 % à 150 % selon les articles !

Que quelques prolétaires de plus crèvent de froid en U.R.S.S., qu'importe à la bureaucratie stalinienne !

Tartufe interdit

Un camarade d'Algérie nous écrit :

Le scandaleux projet que préparait Chautemps contre la liberté de la presse en conclusion de l'affaire Stavisky a dû être abandonné. Mais aux colonies et dans les pays de protectorat, toute liberté de pensée est refusée à « nos sujets » et à « nos protégés » sans soulever la moindre protestation.

Sans parler de l'interdiction de journaux indigènes, qui est d'usage courant au Maroc, nous relevons dans La Volonté du Peuple, *journal marocain publié à Fez, les invraisemblables faits suivants, qui montrent à quel degré atteint la politique d'étouffement suivie par le gouvernement français :*

La représentation du Tartufe *de Molière devant un public musulman a été interdite; la traduction arabe d'une conférence, faite à Paris, à l'Université des Annales, par les frères Tharaud, sur les Arabes en Espagne, a été confisquée.*

A Karaouyne, un professeur indigène, M. Chraïbi, qui faisait un cours d'histoire musulmane sur le prophète et les grands hommes de l'Islam, a eu son cours interdit, malgré ses diplômes; il se servait pourtant du livre « Houmat Al-Islam » (les défenseurs de l'Islam) que la Direction Générale de l'Instruction Publique a adopté dans les collèges musulmans.

Abdelkader Tazi, dont les enfants sont refusés par l'école française, les envoie au collège musulman de Fez et se permet d'en critiquer l'enseignement. Il est immédiatement envoyé en résidence forcée *dans les monts de l'Atlas.*

Enfin, les étudiants musulmans de l'Afrique du Nord, qui avaient tenu leurs premiers congrès annuels à Tunis et à Alger, n'ont pu tenir leur troisième congrès à Fez, comme ils en avaient l'intention; leurs délégués ont été obligés de se réunir à Paris.

S'ils n'étaient pas les Tartufes, que fustigeait Molière, les journaux dits de gauche, qui se font en France les champions de la liberté de pensée, ne devraient-ils pas joindre leurs protestations aux nôtres.

Le premier tirage de 10.000 de notre manifeste

Au Syndicat, le Pouvoir !

s'est enlevé rapidement. Nous procédons à un second tirage.

La journée du 12 février

La grève générale ressuscitée !

N'attendez pas de moi un tableau d'ensemble du mouvement de grève générale du 12 février : il existe trois quotidiens ouvriers qui, bien ou mal, peut-être plus mal que bien, vous ont déjà renseignés sur son ampleur. J'espère bien que vous aurez dans ce numéro une vue du mouvement chez les postiers — lesquels furent, vraiment, les coqs en l'affaire — et chez les instituteurs, où, quelles que soient les espérances, certains disent les illusions, que l'on pouvait nourrir à l'endroit du Syndicat National, on était tout de même loin de s'attendre à l'ordre de grève de 24 heures et à sa réalisation effective.

A un an de distance, postiers et instituteurs ont renouvelé pour 24 heures leur grève d'une heure du 20 février 1933. Nous n'avions pas eu tort d'accorder de l'importance à ce dernier mouvement ; il avait donné à nos amis fonctionnaires confiance en eux-mêmes et ce sentiment leur a permis de faire du 12 février 1934 une journée vraiment belle : tout le trafic postal arrêté et les écoles fermées, ou à peine entr'ouvertes.

Un autre « clou » de cette journée du 12 février fut la grève vraiment effective des transports en commun de la région parisienne. Huit jours avant, les deux syndicats qui se partagent le personnel des tramways et autobus parisiens s'engueulaient comme du poisson pourri. En 24 heures, ils se mirent d'accord pour lancer ensemble l'ordre de grève ; un tract fut édité portant la signature du communiste Delhomme, secrétaire du Syndicat unitaire et du cégétiste Jaccoud. On peut dire que ce fait déchaîna un enthousiasme sans précédent dans les dépôts ; par centaines, les T.C.R.P. assurèrent les piquets de grève, et l'action directe ne fut pas considérée comme une formule. Aussi la société dut-elle faire rentrer, à midi, les quelques voitures qu'elle avait pu sortir. Elle n'a pas dit dans quel état lesdites voitures réintégrèrent les dépôts.

Le matin du 12 février, je suis sorti faire un tour dans mon coin de banlieue, coin ouvrier tout proche de St-Denis. De 6 heures à 8 heures, tous les jours, les rues connaissent une animation extrêmement vive. Ce matin-là, c'était mort, plus mort qu'un dimanche. Et si les cheminots s'étaient associés à la grève, c'eût été absolument complet, car personne n'aurait pu se rendre dans la capitale.

Les journaux parisiens n'ont pas paru. Ça n'était pas arrivé depuis 15 ans. Il faut féliciter les dirigeants de la 21e section du Livre d'avoir su employer des termes énergiques pour transmettre l'ordre confédéral de grève aux typos de la capitale. Après avoir pris la température des ateliers (elle était en forte hausse), les directeurs de journaux se réunirent et décidèrent la fermeture. Ceci se passait le samedi. Une intervention extérieure s'est-elle ensuite produite ? Je n'en sais rien. Toujours est-il qu'une nouvelle réunion du Syndicat de la presse eut lieu le dimanche après-midi et qu'à l'atelier, on nous déclara que peut-être il serait décidé de paraître le lundi matin, contrairement à ce qui avait été arrêté la veille. On répandit le bruit — faux bruit, mais quelque peu accrédité par le fait que le Populaire *et l'*Humanité *firent paraître des éditions spéciales dimanche soir — que ces deux quotidiens allaient paraître lundi matin. Et l'on ajoutait, s'adressant aux typos : « Pourquoi perdriez-vous un service, alors que les typos de l'*Humanité *et du* Populaire *toucheront le leur ? » Il faut reconnaître qu'un certain flottement en résulta. Cependant, à 6 heures, on nous fit savoir que rien n'était changé. Et tous les ateliers bouclèrent leurs portes.*

En un mot, belle journée syndicaliste ! Je ne suis pas embarrassé — au contraire ! — pour reconnaître que c'est à la C.G.T. qu'on le doit. Rien ne me gêne pour écrire que sa décision d'action a été le geste qu'il fallait, au moment où il le fallait. Elle a sonné le réveil du mouvement ouvrier. Elle a redonné à l'idée de la grève générale toute sa puissance. Elle a ouvert de larges chemins à la reconstitution de l'unité ouvrière : la journée du 12 février a fait accomplir à l'idée de l'unité un énorme pas en avant.

Est-il présomptueux de conclure que ce fut là une manifestation incontestable de la poussée à gauche qui s'est manifestée au Congrès de la salle de la Mutualité ? La renaissance du syndicalisme est en marche.

M. CHAMBELLAND.

Les postiers parisiens dans la grève générale

Au lendemain des manifestations fascistes de la place de l'Hôtel-de-Ville et de la Concorde, une cinquantaine de militants du Syndicat des Agents sont réunis dans une salle de la Bourse du Travail, sur l'initiative de notre camarade Mathé, secrétaire départemental.

Les événements, depuis la veille, se sont déroulés avec une rapidité foudroyante. Au cours d'une discussion, nous échangeons des idées. On sent chez certains du désarroi et de l'inquiétude. Le beau manifeste de la Fédération, paru le matin même, est unanimement approuvé. C'est le premier cri d'alarme qui trouve un écho puissant dans la conscience des Travailleurs des P.T.T.

Le sentiment général est qu'il faut réagir sans perdre de temps. C'est à la C.G.T. qu'il appartient de prendre une décision. Un coup de téléphone nous apprend alors qu'elle vient de lancer le mot d'ordre d'une grève générale de vingt-quatre heures pour le lundi 12 février.

En bataille

Nous voici donc à pied d'œuvre. Nous avons quatre jours pour préparer notre mouvement, alerter nos sections et la masse de nos camarades , convaincre les hésitants, prendre toutes dispositions utiles à une pleine réussite. On convient, avant de se séparer, de se rencontrer chaque soir dans un local désigné immédiatement.

Dès lors, nous commençons de vivre quatre jours d'activité fébrile, quatre jours de fièvre pendant lesquels les militants sont sur les dents. On organise réunion sur réunion. Distribution massive des tracts de la Fédération, de l'U. D., de la C.G.T. Parfois des bruits pessimistes circulent : telle grande usine postale ou télégraphique serait tiède ou ne marcherait pas dans le mouvement. Il faut démentir, rétablir la confiance par des informations précises. La grande presse accomplit sa besogne néfaste, s'efforce de jeter le trouble et la panique, fait un sort aux communiqués d'organisations professionnelles qui ne représentent qu'un timbre de caoutchouc.

Jeudi soir, 8 février, à l'assemblée des Conseils syndicaux de la région parisienne, on remarque que nulle intervention des camarades du rail ne se produit. Cette absence est commentée avec une pointe d'inquiétude. Elle devait être pour nous, postiers, un assez lourd handicap. Dans la journée de vendredi, il en résulta chez beaucoup d'entre nous, un flottement. Il a fallu toute l'énergie des militants pour dissiper le malaise, surmonter cette défaillance.

Palais de la Mutualité, samedi soir, au meeting des P.T.T., on a l'impression très nette que la partie est gagnée. Certes, ce n'est pas la grande foule, mais il faut tenir compte que de nombreux groupes se sont réunis dans la journée. Les nouvelles sont bonnes; des conversations qui s'échangent entre militants des différents services, je déduis que la corporation donnera à 70 %. Il nous reste encore une journée à vérifier l'efficacité des dispositions prises partout : piquets de grève, etc...

L'enseignement d'une expérience

Indiquons ici qu'un des principaux obstacles à une bonne préparation à la grève que les postiers parisiens confédérés ont eu à vaincre, ce fut leur mauvaise organisation. On y a paré par des initiatives assez heureuses, par des improvisations, par des moyens de fortune. Mais il faut que l'expérience nous serve; il faut mettre debout des organisations syndicales parisiennes et une section de la Fédération Postale qui fonctionnent normalement et qui reproduisent, sur le plan régional, les organisations centrales.

Il est tout de même navrant de constater que très souvent dans un même bureau, dans un même service, les secrétaires des différentes organisations confédérées s'ignorent à peu près complètement, mènent leur action propre sans aucune liaison entre eux. Il serait bon que les militants parisiens, dans une même catégorie et en dehors des catégories, se connaissent mieux et se rencontrent fréquemment. On peut bien dire que l'incontestable dynamisme de la F.P.U. Parisienne, malgré son effectif réduit, vient presqu'uniquement de la cohésion de son cadre militant et de liens solidement établis par des contacts multipliés.

Dimanche minuit...

Dès le dimanche soir, après un nouveau meeting, les militants qui appartiennent à des centraux téléphoniques, télégraphiques et postaux où s'effectue un travail de nuit rejoignent leur poste de combat. Minuit. Un ordre est jeté dans le central télégraphique de la Bourse : Grève générale ! Et c'est la sortie des agents, dans l'ordre et dans le calme, au nez et à la barbe de dix gardiens de la paix.. Sur une effectif de plus de vingt camarades, un seul flaougnard. Ça marche !

Dès six heures du matin, les copains arrivent en nombre. Piquets dans toutes les rues adjacentes. La police monte la garde tout autour du bureau. A sept heures, deux de nos camarades sont emmenés menottes aux poings. Huit heures, plus de doute, c'est la victoire. Des copains font la liaison à vélo avec les autres centres. Nous disposons de deux autos et nous aidons à la fermeture d'autres bureaux. L'une de ces voitures restera même aux mains des policiers avec son conducteur, notre camarade Mouseau, que les lecteurs de la R. P. connaissent bien.

Au fur et à mesure que les renseignements nous parviennent, notre victoire se précise. Après la dernière prise de service de midi, le doute n'est plus permis. Nous pouvons établir notre bilan dans la joie générale. Deux cent dix camarades sont arrêtés, dont notre camarade Mathé, coffré depuis sept heures du matin, quelques blessés dans les bagarres. Qu'importe, puisque les postiers parisiens, à plus de 90 %, ont suivi le mot d'ordre de grève générale de la C. G. T. !

Les résultats de Paris

Donnons, d'après P.T.T., la physionomie générale du mouvement à Paris.

CENTRAL TELEGRAPHIQUE. — Ordre de grève suivi unanimement. Les piquets de grève constitués par des camarades de toutes les organisations ont, depuis 6 heures du matin, condamné toutes les issues. Toute la journée, un millier d'employés se sont maintenus en permanence dans la grande cour du Central. A minuit seulement, après une dernière *Internationale,* les camarades se sont séparés.

RECETTE PRINCIPALE. — Dès minuit, tout travail est arrêté. Les bennes et le service pneumatique ne fonctionnent plus. A 5 heures, le hall est complètement occupé par les grévistes qui fraternisent avec les fantassins de la compagnie du service d'ordre.

Les guichets, où aucun agent ne s'est présenté, ont dû être fermés et aucune opération n'a été effectuée dans le grand établissement de la rue du Louvre.

INTERURBAIN. — Une organisation minutieuse avait été prévue par les militants et militantes des organisations confédérées et unitaires, en accord complet avec les vérificateurs adhérents au Syndicat des Techniciens. Aussi, le succès du mouvement fut complet : personne n'a franchi les portes de l'Inter, de 6 heures du matin à minuit.

Nous devons signaler le courage des camarades des piquets de grève, tant extérieurs qu'intérieurs, qui ont assuré, sans lassitude, pendant 18 heures consécutives, l'exécution des décisions confédérales. Aucun incident ne s'est produit avec la troupe cantonnée à l'intérieur. Au contraire, nos camarades ravitaillèrent abondamment en cigarettes, boissons, sandwiches, etc., les braves petits soldats, qui auraient bien voulu que la grève générale se prolongeât.

AMBULANTS. — Les ambulants ont répondu de façon magnifique à l'ordre de grève. Dans tous les bureaux-gares, les services de tri ont été arrêtés. Au transbordement, le chômage a été total. Les bureaux ambulants sont partis à vide de personnel et de courrier. Quelques très rares « flaougnards » ont cependant tenu à faire le voyage.

A noter quelques incidents à l'Est, au Sud-Ouest et à l'Ouest, dus au manque de sang-froid de tel Directeur ou de tel inspecteur, et dont seul le calme de nos camarades a permis de limiter l'importance.

BOURSE (PARIS-98). — Dans ce 2e Central télégraphique, tandis que la police montait devant les portes du bureau une garde vigilante et complètement inutile, puisqu'aucun agent ne s'y est présenté, les dispositions prises par nos collègues se sont révélées efficaces et ont déjoué les précautions administratives.

CENTRAUX D'ARRONDISSEMENT, BUREAUX MIXTES. — Devant l'absence quasi-totale de tout person-

nel, la grande majorité des receveurs s'est résignée à baisser les rideaux et à fermer les bureaux. En ce qui concerne la distribution postale, aucune n'a eu lieu, la grève ayant obtenu l'adhésion unanime des facteurs. Quelques tentatives suprêmes de faire servir les guichets par du personnel auxiliaire se sont montrées sans aucun effet.

DANS LA BANLIEUE. — Nous recevons la confirmation que l'ordre de grève a été suivi dans l'immense majorité des communes de banlieue. Toutes les catégories (receveurs, commis, facteurs, ouvriers) ont démontré leur accord avec la Fédération et la C. G. T.

CENTRAUX TELEPHONIQUES. — Nos consignes de grève excluaient tout ce qui aurait pu être interprété par la presse hostile comme un acte de sabotage. En conséquence, le téléphone automatique a fonctionné; à ceux qui pourraient croire que la grève n'a pas été effective dans les centraux, nous pouvons répondre qu'au contraire, les vérificateurs, les monteurs, les téléphonistes, ont participé avec ensemble au mouvement.

SERVICES ADMINISTRATIFS. — Un réveil très sérieux de l'esprit syndical s'est manifesté dans cette branche, que nous enregistrons avec plaisir. C'est une indication précieuse pour l'avenir.

SERVICES TECHNIQUES. — L'action de nos camarades ouvriers peut se résumer comme à l'habitude, en quelques mots : discipline parfaite, application stricte du mot d'ordre de grève. Partout, ils se sont mis à la disposition des militants des autres catégories pour participer à l'organisation des piquets de grève.

E. FRONTY.

Les fonctionnaires et les instituteurs dans la bataille du 12 février

Notes d'un militant

Le 28 janvier, au Conseil National de la Fédération des Fonctionnaires, cependant que s'achevait la discussion sur le plan « Lacoste », une angoisse mal définie pesait sur l'assemblée. On connaissait la chute de Chautemps; on était impressionné par les manœuvres de rue accomplies par les royalistes et les fascistes, sous la protection de la police. On parlait d'un coup d'Etat organisé dans ses moindres détails par Weygand et Chiappe — celui-ci poussant celui-là.

Cependant, les hauts fonctionnaires de la République tournaient déjà leurs yeux apeurés vers cette masse des fonctionnaires syndiqués dont ils avaient toujours méconnu les intérêts et les droits. Pour sauver Chautemps, le Cartel Confédéré avait laissé passer sans combattre le projet de redressement budgétaire. Et Chautemps s'écroulait, embarbouillé dans le scandale Stavisky, cependant que par une réaction réconfortante, dans toute la France, les agents des Services Publics se dressaient contre les dernières propositions de la Commission des Economies sur les indemnités. Le gouvernement reculait devant une agitation qui atteignit son point culminant à Paris, le 22 janvier, avec la magnifique manifestation de l'Hôtel de Ville.

« Défendrez-vous le régime menacé ? », demandait à un de nos militants, un directeur de ministère. La réponse fut donnée par le Conseil National qui affirma sa volonté de répondre par la grève générale des Services Publics à toute tentative de coup de force réactionnaire.

Nous entendons bien qu'on se laissait trop facilement dominer par le désarroi de la petite bourgeoisie. Le fascisme n'était pas là, ce qui veut dire que nous n'étions pas encore en présence d'un mouvement à allures populaires qui entraînerait tous les déclassés, les « outlaws », les intellectuels sans emploi, les chômeurs et les commerçants ruinés, submergerait toutes les institutions d'Etat et briserait les organisations ouvrières. Nous n'avons vu le 6 février qu'une cohue sans âme, au sein de laquelle des groupes disciplinés et armés menaient leur jeu avec une sûreté inquiétante. Mais ce n'est pas une fois seulement que le rassemblement est opéré, qu'il est discipliné, qu'il convient d'intervenir.

LA PREMIERE GREVE DE FONCTIONNAIRES

Nous songions déjà à tout cela, le mercredi 7 février, en accourant au Syndicat National des Instituteurs, où nous apprenions la décision de grève générale, prise par la commission administrative de la C.G.T., sur la proposition de Jouhaux. La Fédération des Fonctionnaires était déjà engagée par résolution de son Conseil National. Et Delmas, au nom des instituteurs, refusait toute atténuation particulière pour la corporation. Aucune possibilité d'interprétation, aucune recherche de modalités d'application. Pas de travail, nulle part, dans aucun atelier, dans aucun bureau, dans aucune école, le lundi 12 février. Tel était le mot d'ordre.

Inutile de se lamenter en constatant qu'il n'a pas été unanimement suivi. Ce qui est prodigieux, ce qui aurait paru invraisemblable, il y a quelques semaines, c'est qu'il ait été lancé. Il l'a été, dans des circonstances qui paraissaient presque désespérées, à certains. Le 7 février, on parlait à la C.G.T., non sans quelque exagération fébrile, de coup de force, d'emprisonnement des militants, de dispersion des syndicats. Et le jeudi matin, notre cher Louis Roussel quittait les choux et les roses de sa retraite, laissait sa bêche de Cincinnatus et sa gaule de pêcheur à la ligne pour offrir, avec le sourire, ses services à l'organisation dont il a été l'habile et prudent pilote pendant vingt ans.

L'audace des militants trouva-t-elle sa justification dans l'adhésion des syndiqués ? Cette fois, il n'était plus possible de ruser avec la légalité et les règlements. En dehors des postiers, je crois que jamais les autres fonctionnaires n'avaient été appelés à la grève effective et totale — que jamais, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les administrations d'Etat n'avaient eu à participer à une grève générale.

Dans ces conditions, il ne faut pas se plaindre des défaillances qui ont pu se produire — quoiqu'elles aient été assez nombreuses, dans certaines catégories. D'autant que les défaillants ne sont guère glorieux, aujourd'hui, et que dans la majorité des cas, il aurait suffi de la présence d'un militant pour bousculer les hésitations et les craintes.

DANS LES DIVERSES CATEGORIES

Parmi les fonctionnaires, ceux qui sont en contact permanent avec le public ont été parmi les plus fermes. Les administrations centrales, les rédacteurs et les commis des bureaux semblent, dans leur majorité, s'être contentés d'une sorte de « grève perlée ». A la Caisse des Dépôts et Consignations, les chômeurs étaient la minorité, mais une minorité assez forte.

Au contraire, les douanes actives ont chômé à 100 %, les douanes sédentaires à 60 % ; les quatre cinquièmes des bureaux de perception, grâce à l'action de quelques militants du Personnel du Trésor et des agents de Poursuites ont dû fermer leurs postes. Enfin, le personnel de l'aviation à fait preuve d'une remarquable discipline syndicale.

Et l'Enseignement ? Les résultats de province prouvent une réaction salutaire, sauf deux ou trois départements, contre les menaces du fascisme.

Dans le secondaire, les espoirs ont été largement dépassés. On m'a parlé d'une trentaine de professeurs et répétiteurs grévistes, dans un lycée parisien. Dans le primaire supérieur, les professeurs de banlieue ont

assez bien répondu à l'appel syndical. Il semble que les Ecoles Normales de la Seine n'aient pas été atteintes par le mouvement, tandis qu'au contraire, l'enseignement technique y a participé dans son ensemble.

Mais il était évident que c'était la fermeture des classes des écoles primaires, élémentaires et maternelles, qui constituait le fait nouveau, symbolique, capable d'influencer l'opinion publique.

On peut dire que la grève des instituteurs ruraux a été dans nombre de communes, la seule affirmation de solidarité avec le prolétariat urbain.

Dans la Seine, nous nous heurtions à de nombreuses difficultés :

1° Un personnel beaucoup plus divisé, beaucoup plus prisonnier de ses égoïsmes de catégorie que celui de province.

2° Une représentation politique dont la fureur « chiappiste » avait aidé à soulever les gens, le 6 février, et qui tout naturellement devait s'efforcer de paralyser un mouvement la désavouant et la flétrissant.

3° Une administration prise entre cette représentation et le Syndicat National, tentant de sauver la face en lançant une circulaire de dernière heure qui, sans toucher les instituteurs adjoints, avait pour objet d'empêcher la fermeture des écoles par les directeurs.

Inutile d'insister sur l'effort de propagande que nous avons dû entreprendre en deux jours. Là où nous avons pu passer, nous avons en général, entraîné l'adhésion des plus timides, ce qui prouve que notre geste était entouré de la sympathie quasi-unanime. Le personnel de la banlieue ouvrière a naturellement obéi au mot d'ordre, dans son immense majorité. Dans Paris, si les défaillances furent relativement nombreuses dans les arrondissements modérés du centre, grâce à la pression des politiciens du quartier, elles furent beaucoup plus rares dans les écoles de la périphérie. La sécheresse des précisions chiffrées ne peut donner une idée suffisamment exacte des progrès de l'idée syndicale, dans le personnel féminin. Jamais, nous n'avons trouvé, parmi les institutrices, une compréhension aussi sûre de la solidarité et de la discipline, des activités aussi nombreuses et aussi fermes dans la propagande et l'organisation.

UNE CLARTE QUI A TRAVERSE LES FRONTIERES

Certes, tous les grévistes n'étaient pas des syndicalistes, au sens précis que nous donnons à ce terme. Beaucoup se sont joints à nous, par idéalisme républicain, par souci de défense laïque. Mais si le syndicalisme n'était pas à l'origine de leur protestation, il en fut cependant, l'expression la plus efficace, la seule expression possible. On a fait grève pour lutter contre le fascisme, on a fait grève parce que les autres travailleurs abandonnaient le travail autour de vous. Une telle action est plus éloquente que toute éducation doctrinale.

Elle a jeté dans l'époque troublée et inquiétante que nous vivons une clarté qui a traversé les frontières. En France, une seule classe de travailleurs s'est unie et définie, en s'opposant.

En Europe, il apparaît, après les douloureux événements de Vienne, que malgré toutes leurs faiblesses, les trade-unions britanniques et les syndicats français constituent les derniers barrages dressés devant la guerre et le fascisme. Qu'ils tiennent, qu'ils se consolident, et le prolétariat révolutionnaire reprendra promptement l'offensive !...

C'est de tout cela que les fonctionnaires dans leur ensemble ont eu la sensation le 12 février. Leur syndicalisme s'est définitivement intégré dans le mouvement ouvrier, par leur acceptation de la seule discipline confédérale. Ce qui n'était jusque là que sympathies, velléités, promesses, est devenu en un seul jour, une réalité vivante !

Roger HAGNAUER.

LA "JOURNÉE CHIAPPE"

En annonçant le débarquement du préfet de police, le *Matin* indiquait, dans son numéro du 4 février, qu'au président du Conseil qui l'informait par téléphone de sa décision, Chiappe avait répondu :

— Je serai ce soir dans la rue.

Et le *Matin* ajoutait :

M. Chiappe, informé de l'incident, devait déclarer peu après, avoir voulu dire simplement « qu'il se promènerait le soir en rentier dans la rue ».

Gros malin ! Il y eut de la « friture » au téléphone et M. Chiappe n'a pas été compris !...

M. Chiappe a si peu été compris que, deux jours après, les bandes armées de l'*Action Française* et de la droite étaient *dans la rue* et « se retrouvaient » avec les gardes mobiles.

Ce fut la soirée que l'on sait. Une soirée Chiappe.

⁂

Il leur avait permis, sous l'œil paterne de ses flics, de se faire la main contre le ministère Chautemps.

Après ces exercices, il dormait tranquille : il avait ses hommes bien en main, et, d'ailleurs, Daladier ne songeait pas du tout à le débarquer.

Vous n'avez qu'à lire ces extraits du numéro de *Gringoire*, paru le vendredi 2 février, c'est-à-dire la veille même de la décision inattendue de Daladier :

« ...Le nouveau gouvernement représente un effort énergique pour faire face à une situation dont la gravité s'accroît de jour en jour...

» ..Le nouveau ministère est présidé par un honnête homme.

» ...Si, par aberration, la Chambre prenait position contre l'opinion publique, alors M. Daladier n'aurait pas à hésiter : il devrait dissoudre la Chambre et faire appel au pays... »

⁂

Gringoire, dirigé par M. de Carbuccia, est l'organe officiel de M. Chiappe.

Puisque tout allait bien, puisque Daladier avait refusé d'embarquer Marquet qui voulait débarquer Chiappe, pourquoi ne pas ouvrir toute grande la vanne aux éloges ? Dans ce même numéro de *Gringoire*, on trouvait un article ébouriffant de Georges Suarez tout à la louange de M. Eugène Frot. Lisez-moi ce portrait :

« Doué de beaucoup d'énergie silencieuse et froide, favorisé par la bonne volonté des circonstances autant qu'aidé par la continuité de son labeur, M. Eugène Frot s'est introduit au Parlement sans emphase et sans bruit. Il entreprit de travailler dès qu'il fut député. Ce fut une des rares originalités qu'il se permit. Ne pas disperser ses efforts, les faire converger, se dévouer au culte de l'utile, telle paraît être son ambition apparente. Si elle répond à son désir profond, il peut aller loin et monter haut ».

Si les paroles s'envolent, les écrits restent, et ce numéro de *Gringoire* du 2 février vaut son poids d'or.

⁂

Après, Chiappe eut beau lancer son valet de chambre. Henri Béraud soi-même, aux chausses de Daladier le fusilleur, — l'honnête homme de *Gringoire* du 2 février étant devenu une épouvantable fripouille pour *Gringoire* du 9 février — il ne parvint à donner le change qu'aux imbéciles, et, bon Dieu ! ce qu'ils sont nombreux parmi les badauds parisiens.

Tout ce qu'il a pu faire écrire *après* n'efface pas ce qu'il a fait écrire *avant*.

Pas plus que tous les laïus n'effacent le fait que, préfet de police, il a accordé audience et écouté l'escroc Stavisky, lequel venait se plaindre... d'être surveillé par la police.

Compromis directement dans l'affaire Stavisky, Chiappe ne voulait pas quitter la préfecture.

Daladier le met à la porte. Alors, fidèle à sa parole, Chiappe le retrouve dans la rue.

Par personnes interposées, évidemment.

C'est parmi les personnes interposées qu'il y eut des morts.

La Renaissance du Syndicalisme

A propos du « PEUPLE »

Nos camarades se souviennent des débats du dernier Congrès confédéral, relatifs au journal confédéral *Le Peuple*. Des interventions assez nombreuses se firent jour et des délégués réclamèrent des modifications de forme et de fond.

Il faut noter qu'il a été tenu compte dans une certaine mesure des désirs des congressistes : meilleure présentation; rubriques nouvelles, en particulier, l'éditorial signé C.G.T.; « ripostes » moins fréquentes contre les unitaires et plus nombreuses contre le capitalisme; page du mercredi, etc...

Ce sont là des changements favorables à la propagande de diffusion de l'organe confédéral, mais elles ne nous paraissent pas encore suffisantes parce qu'elles n'atteignent que la forme. *Il faut aussi entamer le fond.* Nous savons que c'est chose difficile, en raison de la tendance des organismes directeurs de la C.G.T. dont *Le Peuple* est évidemment le reflet; mais elle est nécessaire si l'on veut que notre organe soit lu et apprécié par la classe ouvrière, en cette époque de crise, qu'il traduise les aspirations profondes des travailleurs.

Nous disons carrément qu'il en est encore loin. Les syndiqués réclament un organe combattif, affirmant *vigoureusement* la position des travailleurs face aux solutions capitalistes des gouvernements quels qu'ils soient, dénonçant *ardemment* les abus de quelque côté qu'ils se produisent et clamant le mécontentement des foules ouvrières face aux pouvoirs publics.

Ils exigent du *Peuple* une position *plus nette* vis-à-vis des personnalités politiques de tous les partis, sans ménagement aucun, ni sans considération (c'est aux actes seuls, qu'il faut juger les hommes, et surtout les politiciens). Ils lui demandent d'appuyer *largement et sans détour* les efforts des organisations en lutte actuellement contre l'Etat-patron.

Nous n'hésitons pas à dire que l'attitude du quotidien fédéral nous paraît trop tiède en face des efforts réalisés par les fonctionnaires contre les projets ministériels. On ne sent pas l'appui suffisant de la C.G.T. dans ces circonstances où le sort de toute la classe ouvrière se trouve *également engagé* avec celui du personnel administratif. On a l'impression qu'il faut ménager la collaboration ultérieure avec les pouvoirs publics sur les problèmes d'ordre général (plan d'outillage national, semaine de 40 heures, etc.), comme si les revendications des fonctionnaires pouvaient être séparées de ces réformes, d'ailleurs hypothétiques, et qu'un gouvernement ayant pris des mesures antisociales contre ses salariés serait disposé à l'application du programme même limité de la C.G.T.

Nous n'approuvons pas davantage la campagne du *Peuple* à propos de l'affaire Stavisky. Si nous n'éprouvons nul plaisir à « fouiller dans les poubelles », il ne s'ensuit pas que, sous ce prétexte, les responsabilités ne soient pas dévoilées entièrement, si l'on en a la possibilité. Or, le scandale en cours permettrait de juger bien des personnalités dites « de gauche » qui, sous le couvert d'une politique favorable à la classe ouvrière, la livre pieds et poings liés au fascisme. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de faire, tel certain organe démagogique, le procès de l'institution parlementaire en risquant de créer une équivoque favorable au développement de l'esprit fasciste, *mais de montrer à la classe ouvrière le mirage d'une démocratie* qui, si elle existe en droit, n'existe pas en fait, et se trouve être *l'instrument d'oppression de la bourgeoisie capitaliste.* Par contre, c'est la condamnation des institutions coercitives, police et magistrature, que nous aurions voulu voir préciser, pour permettre l'illustration d'un régime dont la destruction a été inscrite dans les buts de la C.G.T.

Faute d'éclairer le prolétariat sur ces circonstances qui précèdent la décadence de la société actuelle, la méfiance et la révolte instinctives de la classe ouvrière la dirigeront inévitablement vers les solutions fortes, mais dangereuses, qui menacent à la fois la véritable démocratie et l'existence même du prolétariat.

Voilà ce que nous tenions, au nom d'un grand nombre de camarades, à dire au Conseil d'Administration du *Peuple* en y ajoutant simplement cette question :

Quand l'organe officiel de la C.G.T. se décidera-t-il à mener une CAMPAGNE VIGOUREUSE CONTRE LA GUERRE DU MAROC ET LA POLITIQUE COLONIALE IMPÉRIALISTE ?

Louis NÉDELEC,
Secrétaire des Municipaux du Havre.

Les Assurances Sociales et la leçon Stavisky

L'article paru sous ce titre dans notre numéro du 25 janvier nous a d'abord valu une lettre du camarade Réchou, le militant confédéré d'Amiens :

Sous le titre « La Renaissance du Syndicalisme », numéro de la « R. P. » du 25 janvier 34, une communication concernant les Assurances sociales me parait avoir dépassé le but.

Entièrement d'accord pour la Caisse Interdépartementale de Seine et Seine-et-Oise. La minorité — 6 administrateurs syndicaux contre 12 mutualistes aidés par le ministère du Travail — explique le coup des 22 millions.

A mon avis, une confusion regrettable s'est produite sur les mots « Le Travail ». J'ai toujours compris que la Compagnie d'Assurances « Le Travail » avait souscrit 1 million, mais je n'ai jamais entendu causer de la Caisse d'Assurances Sociales « Le Travail » de la Seine.

Cela me parait pécuniairement impossible. L'excédent s'élevant à 1.668.000 francs, la caisse ayant le droit de placer à son choix 50 % de son excédent, l'autre moitié étant placée par la Caisse des Dépôts et Consignations, pour placer 1 million sur le choix de la Caisse il aurait fallu au moins 2 millions d'excédents.

Cette affaire mérite une mise au point sérieuse et si, comme je l'espère, il y a eu une erreur d'information d'en aviser les camarades.

***

Quelques jours après cette légitime demande d'éclaircissements, nous est parvenue une lettre du camarade Lefèvre, délégué à la propagande de l'Union des Syndicats de la région parisienne :

La « Révolution Prolétarienne » du 25 janvier dernier, dans un article non signé, a consacré quelques lignes à la malheureuse affaire qui a fait de la Caisse « Le Travail » une victime des escrocs de Bayonne et de leurs complices.

Vous avez émis trois hypothèses ! Peut-être qu'aucune n'est exacte ; pour vous aider à le savoir, nous vous adressons la brochure que nous venons d'éditer ; elle vous permettra sans doute de renseigner vos lecteurs d'une manière objective.

La lettre de Lefèvre indique déjà à Réchout que c'est bien la caisse *Travail* qui a placé un million en bons Stavisky : nous avions donc dit vrai.

Désireux autant que quiconque de faire la lumière, toute la lumière, sur cette « malheureuse affaire », nous reproduisons ci-dessous le texte de la brochure explicative éditée par la caisse *Travail.*

Nous nous bornerons pour aujourd'hui à dire qu'après lecture de cette brochure, il ne nous apparaît pas que l'on puisse écarter aucune des trois hypothèses émises dans notre article du 25 janvier, auquel nos lecteurs voudront bien se reporter.

Comment la Caisse « Le Travail » fut amenée à souscrire un bon du Crédit Municipal de Bayonne.

Paris, le 25 janvier 1934.

Cher Camarade,

Comme vous le savez, la Caisse « Le Travail » de Seine et Seine-et-Oise a souscrit en novembre 1932, un bon du Crédit Municipal de Bayonne. La Caisse des Dépôts et Consignations en a informé la presse dès la découverte du scandale.

A cette occasion, une campagne ignoble est menée, accusant de complicité d'escroquerie, les militants ouvriers chargés de fonctions dans les Caisses d'Assurances Sociales.

Elle a été déclenchée et elle est poursuivie par les gens de sac et de corde installés à la tête des organisations bolchevisées qui cherchent ainsi à justifier et leur emploi et leurs appointements.

Cette campagne n'a pas seulement pour but de déconsidérer les militants des organisations syndicales confédérées, mais encore d'atteindre la loi sur les Assurances Sociales elle-même.

Notre intention n'est pas de polémiquer avec ces gens sans aveu et sans scrupules. Ceux-là qui ont accusé nommément nos camarades Georges Buisson et Georges Yung, auront à répondre de leur infamie devant la Justice.

Notre objectif, ici, est d'informer exactement nos camarades de telle sorte qu'ils puissent, avec la simple vérité, faire rentrer dans la gorge des diffamateurs leurs accusations criminelles.

Ils trouveront dans les pièces jointes (1) et dans l'exposé ci-après, les éléments d'information prouvant que la souscription d'un bon du Crédit Municipal de Bayonne par la Caisse « Le Travail » **a été une opération de trésorerie parfaitement régulière, normale et légale ; qu'au surplus, cette opération a été faite à l'instigation, sur la suggestion et même sur la recommandation de deux Ministres en exercice, agissant ainsi au nom de l'Etat ; que le moindre soupçon de malhonnêteté ne saurait être émis à l'endroit des hommes qui l'ont réalisée ; qu'enfin, pour toutes ces raisons, il faut admettre comme une certitude qu'aucun préjudice ne sera subi de ce fait par la Caisse « Le Travail ».**

Quelle a été exactement l'opération ?

Il s'agit d'un Bon qui a été souscrit pour la somme nette de 978.996 francs, et non de 3 millions comme l'a écrit « l'Humanité ». Ce bon remboursable le 2 novembre 1934 pour un montant de 1.100.000 francs, soit au taux d'intérêt de 6 %.

C'est un placement à court terme sur les fonds disponibles de la Caisse, opération qui se différencie des placements à long terme sur les fonds de réserve.

Comment s'est posée la question ?

A notre Caisse, sur décision du Conseil d'Administration, les placements sont effectués par la Direction, mais seulement après accord avec le trésorier et sur l'ordre de celui-ci.

Le trésorier de la Caisse « Le Travail » est notre ami Georges Yung, qui est aussi secrétaire de la Caisse Interdépartementale des Assurances Sociales de Seine et Seine-et-Oise.

Sollicité par la Direction de la Caisse vers la mi-octobre 1932 d'avoir à choisir des valeurs pour le placement des disponibilités, Georges Yung, qui venait d'enquêter à propos des Bons du Crédit Municipal de Bayonne offerts à la Caisse Interdépartementale des Assurances Sociales de Seine et Seine-et-Oise, a été d'avis qu'il y avait lieu d'acquérir, si les disponibilités le permettaient, un Bon de **un million**, toutes garanties et toutes assurances lui ayant été données concernant ce placement.

Quelles étaient les garanties et les assurances sur la foi desquelles l'opération fut faite ?

L'article 31 de la loi prévoit que : « **les disponibilités des Caisses d'Assurances Sociales sont employées... en prêts aux Départements, Communes... ou tous autres Etablissements Publics, ou en valeurs jouissant de la garantie de ces Etablissements** ».

Les Crédits Municipaux n'étant pas désignés nommément dans cette nomenclature, Georges Yung demanda par lettre du 23 septembre 1932, au Ministère du Travail (Direction Générale des Assurances Sociales), si les Bons de Caisse des Crédits Municipaux pouvaient être souscrits par les Caisses d'Assurances Sociales au même titre que par les Caisses d'Assurances privées, les Crédits Municipaux étant reconnus comme Etablissements Publics.

Il lui fut répondu affirmativement par lettre du Ministère du Travail (Direction de la Comptabilité, de la Statistique et de l'Actuariat, 12e Bureau), confirmant que la qualité d'Etablissements Publics avait bien été reconnue, en effet, aux Monts-de-Piété par la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation.

Précédemment, Georges Yung avait eu communication d'une lettre du Ministère du Travail (Direction du Contrôle des Assurances Privées), en date du 28 juin 1932, signée par M. Dalimier lui-même, Ministre du Travail en exercice. **Cette lettre, adressée au Président du Comité des Assurances, signalait que le Ministre du Commerce demandait à son collègue du Travail de rappeler aux Entreprises d'Assurances l'intérêt qu'il y aurait de part et d'autre à ce qu'elles veuillent bien faciliter par leurs achats le placement des Bons émis par les Caisses de Crédit Municipal** et, tout en rappelant que les Entreprises d'Assurances effectuent librement leurs placements, priait le Président du Comité des Assurances d'être son intermédiaire auprès des Compagnies pour obtenir de leur part, dans l'intérêt général, le libre concours demandé.

Au cours des pourparlers engagés avec les démarcheurs qui offraient les Bons du Crédit Municipal de Bayonne, une autre lettre du Ministère du Travail (Direction de la Comptabilité et de la Statistique, 12e Bureau), en date du 23 septembre 1932, signée également de M. Dalimier, fut communiquée à Georges Yung, confirmant tout ce qu'il savait déjà et qui disait textuellement :

« **Le Crédit Municipal de Bayonne devra donc s'adresser directement aux Caisses d'Assurances Sociales au moment de l'émission des Bons. Etant donné les avantages de sécurité que présentent de tels placements, je ne doute pas que les Conseils d'Administration — et plus particulièrement ceux de la région de Bayonne — ne réservent un bon accueil aux offres qui leur seront faites.** »

Cette lettre, on l'a su depuis, avait été adressée au Directeur du journal « La Volonté » et la copie portait, aux lieu et place de la désignation du destinataire, des points de suspension. Elle paraissait ainsi adressée au Directeur du Crédit Municipal de Bayonne. Mais cette particularité ne pouvait avoir aucune importance quant à la signification même de la lettre en question.

Enfin, la Maison Randoin-Berthier, l'agent de change qui offrait ses services à la Caisse Interdépartementale pour le placement des Bons de Bayonne, fut sollicitée par Georges Yung et l'agent-comptable de la Caisse Interdépartementale, de fournir des précisions au sujet du montant autorisé des recettes du Crédit Municipal de Bayonne. **Il leur fut alors communiqué des extraits des registres des délibérations du Crédit Municipal et du Conseil Municipal de Bayonne, indiquant que le montant autorisé des recettes pour 1931 avait été de 83.045.000 francs, que pour l'exercice 1932, le montant dépasserait CENT MILLIONS.** Ces chiffres importants s'expliquant par le fait des prêts énormes consentis aux émigrés espagnols.

Le montant total de l'émission des Bons du Crédit Municipal de Bayonne n'étant pas connu, les explications fournies par la Maison Randoin-Berthier paraissaient normales.

Comment fut réalisée l'opération ?

Le Directeur de la Caisse « Le Travail » fut donc prié par le trésorier de se mettre en relations avec M. Ravet, agent-comptable de la Caisse Interdépartementale, pour que celui-ci, en relations avec la Maison Randoin-Berthier, lui envoie son agent à l'effet de réaliser l'acquisition projetée pour le compte de la Caisse « Le Travail ».

L'affaire fut conclue le 26 octobre 1932 avec M. Suzanne, représentant Randoin-Berthier. Une lettre de cette date confirme à cette Maison l'acquisition d'un Bon aux conditions arrêtées. Une autre lettre était envoyée le même jour à la Caisse des Dépôts et Consignations, puis une autre, le surlendemain. **Enfin, sur une réponse et des précisions de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du 5 novembre 1932, en ce qui concernait le financement de l'opération, l'accord officiel de notre Caisse sur cet achat lui était donné par lettre en date du 9 novembre 1932.**

La Caisse des Dépôts et Consignations devait, en effet, remettre en paiement pour une somme de 200.000 francs des Bons de la Défense Nationale, figurant dans notre portefeuille à notre compte de placements.

En échange de la somme totale de 978.996 francs, la Mai-

(1) N.D.L.R. — Nous n'avons pas la place de reproduire ces « annexes ». Ceux de nos lecteurs que la question intéresse particulièrement peuvent demander la brochure à la Caisse « Le Travail », 9, rue du Château-d'Eau, Paris.

son Randoin-Berthier lui remit pour notre compte le Bon en question, à échéance du 2 novembre 1934, Bon que nous n'avons jamais vu nous-mêmes, puisque c'est la Caisse des Dépôts et Consignatons qui tient obligatoirement le compte de placements des Caisses d'Assurances Sociales.

Où en est aujourd'hui cette affaire ?

On sait aujourd'hui, sur indications données par un communiqué officieux du Gouvernement, que l'émission des Bons du Crédit Municipal de Bayonne a été d'environ **deux cent millions,** mais qu'un tiers de ces Bons ont été remboursés, il y aurait présentement en circulation des Bons à rembourser pour environ **130 millions.**

On sait aussi que le Gouvernement pense aux victimes de l'escroquerie et particulièrement aux Caisses d'Assurances Sociales dont la bonne foi et la parfaite correction en cette affaire sont certaines.

En date du 19 janvier 1934, le Ministre du Travail nous adressait, en effet, une lettre dont vous trouverez, en annexe, et la copie et la réponse qui lui a été faite.

Il y a lieu de remarquer la préoccupation manifestée par le Ministre du Travail qui s'exprime par la phrase suivante :

« Pour me permettre d'intervenir utilement en vue de réparer ou de limiter le dommage survenu à votre Caisse en raison de ce placement, je vous serais obligé de me faire parvenir, etc., etc... »

On se préoccupe de « **réparer** » ou de « **limiter** » le dommage. Telle n'est pas du tout notre opinion quant à la façon d'envisager la solution du problème posé.

D'abord, nous n'avons encore subi aucun dommage. C'est le 2 novembre 1934 que notre Bon doit être remboursé. Nous entendons être remboursés sans aucun marchandage, capital et intérêts. Peut-être trouvera-t-on un procédé comptable tendant au remboursement différé du capital, le placement étant ainsi transformé en un placement à plus long terme. Peu nous importe : l'important, l'essentiel, c'est que notre créance soit sauvegardée, et nous avons la certitude qu'elle le sera.

Pourquoi il faut avoir confiance ?

Parce que l'Etat, bien que n'apparaissant pas comme étant automatiquement, obligatoirement ou juridiquement, responsable des opérations du Crédit Municipal de Bayonne, il ne saurait, selon nous, se soustraire à sa responsabilité de fait qui découle de la tutelle administrative qu'il exerçait ou devait exercer sur cet Etablissement.

C'est le Préfet du Département, agissant au nom de l'Etat, qui a nommé un escroc au poste de Directeur. C'est le même Préfet qui a désigné les Administrateurs, approuvé le budget, les comptes, etc... La comptabilité était placée sous le contrôle des inspecteurs et receveurs des Finances.

C'est le Président du Conseil lui-même, M. Camille Chautemps qui, à la séance de la Chambre des Députés du 12 janvier 1934, disait textuellement (« Journal Officiel », Débats parlementaires, page 105) :

« On a parlé du Ministère du Commerce. Je crois, en effet, qu'il y a là une lourde responsabilité, la plus directe dans tous les cas. »

On peut conclure sans crainte de se tromper que la responsabilité pécuniaire de l'Etat est engagée tout autant que sa responsabilité administrative. Pour les deux séries de considérations suivantes, essentielles à nos yeux :

La première : défaillance complète, totale, des Services de surveillance et de contrôle ; probablement même complaisance, c'est-à-dire complicité dans l'entreprise d'escroquerie. **La faute lourde des Services officiels de l'Etat paraît indiscutable ;**

La deuxième : indication et même recommandation de deux Ministres en faveur de la souscription des Bons émis ; avis favorable et tous apaisements de la part des Services compétents du Ministère du Travail ; aucune observation, ni réserves de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations, **sous la tutelle administrative de laquelle a été faite l'opération.**

Pour ces raisons, qui nous paraissent péremptoires, nous avons la conviction la plus absolue que les Caisses d'Assurances Sociales en général et la Caisse « Le Travail » en particulier ne pâtiront pas d'un centime dans cette aventure.

Nos camarades peuvent être assurés que toutes les mesures administratives ou judiciaires seront prises par nos soins pour qu'il en soit ainsi.

Le directeur : J. BLED.

Le Comité Directeur : président, Gaston Guiraud.

Est-ce vrai ?

Nous lisons dans la *Vie Socialiste* (directeur Renaudel), du 10 février, sous la plume de Déat :

« ...On offrait à Marquet le Travail, c'est-à-dire un des postes décisifs en ces moments troubles, et d'où l'on peut sauvegarder, ou essayer de sauvegarder l'essentiel des droits syndicaux et des libertés ouvrières. Des conversations avaient eu lieu entre Marquet et la rue Lafayette : sans qu'on lui eût donné un assentiment, on sentait que, malgré tout, à la veille du mouvement de grève générale, on préférait avoir affaire à Marquet qu'à n'importe qui.

« ...La liaison va être établie entre Marquet et Jouhaux au sujet du mouvement de lundi... »

Nous sommes peut-être curieux, mais nous aimerions bien savoir si ce qu'écrit Déat est vrai.

Un exclu des jeunesses communistes qui voudrait sans doute s'y faire réintégrer au moyen de la "Révolution Prolétarienne"

L' « Humanité » du 6 février a publié une lettre adressée par un jeune linotypiste à la « Révolution Prolétarienne », « publication trotskiste », « organe de Monatte, Rosmer, Charbit », dit « l'Humanité ». Dans cette lettre, l'auteur déclare que c'est sur la plainte de la « R. P. » qu'il aurait été renvoyé de chez son patron.

Cela est exactement aussi vrai que le fait que la «R.P.» est une publication trotskiste, ou l'organe de Rosmer. Les camarades qui s'occupent de la confection matérielle de la « R. P. » ne se sont jamais plaint à aucun patron d'aucun ouvrier, pas plus de celui-là que de tout autre. Ils se contentent de corriger les « coquilles » sur les épreuves qu'on leur présente, ignorant totalement quelle est la part des différents linotypistes dans la composition de la « R. P. », et ils n'ont même jamais aperçu le plaignant dans l'imprimerie en question.

La « R. P. » est tout aussi étrangère à son renvoi qu'elle le fut à son exclusion des Jeunesses Communistes. Car il est curieux de constater que cet « ouvrier confédéré du Livre » qui déclare, d'après « l'Humanité » : « je n'ai confiance que dans le parti communiste », ne jouit sans doute pas auprès du parti communiste de la même confiance que celle qui lui fut accordée, puisque membre de la Jeunesse Communiste de Cannes, il y a encore quelques mois, on l'a prié de ne plus y reparaître. Ceci sans doute explique cela. En rendant au parti communiste le service d'accuser la « R. P. » au moment précis où la situation des communistes devient particulièrement difficile dans le Livre, il espère sans doute « mériter » sa réintégration !

Notre tract

Au Syndicat, le Pouvoir !

n'a pas été fait seulement pour l'agitation d'un moment ;

il est destiné à la propagande en profondeur.

Continuez à le répandre

dans vos assemblées syndicales,

dans vos ateliers.

Indiquez-nous le nombre d'exemplaires qu'il vous faut,

ils vous seront envoyés gratuitement.

FAITS et DOCUMENTS

Le 12 février en province

Beaucoup de camarades nous ont envoyé une relation de la manière dont s'est passé dans leur ville, le 12 février. Nous les en remercions. Mais comme les quotidiens ouvriers ont donné généralement des détails suffisants, nous nous contenterons, pour compléter des articles parisiens qu'on a trouvé d'autre part, de reproduire le récit donné par Duperray a l'**Effort**, de ce que fut cette journée à Saint-Etienne, le vieux centre mineur, textile et métallurgique, l'une des plus vieilles et des plus chargées de gloire des cités ouvrières françaises.

Il est caractéristique de ce que fut la manifestation dans toute la France.

La grève générale de 24 heures a été dans tout le pays un formidable succès, à Saint-Etienne, un triomphe.

MARCHEURS DE LA FAIM

Déjà la foule qui avait répondu à l'appel des organisations communistes, le samedi, avait été si vaste que la ville restait plongée dans l'étonnement. Les vieux fonctionnaires de la Bourse du Travail déclaraient n'avoir vu depuis bien des années pareil flot humain. Plusieurs salles étaient combles. Des milliers de gros souliers martelaient les escaliers de pierre, la foule, sur les trottoirs, écoutait les voix des orateurs qu'un haut-parleur diffusait jusque dans la rue.

Les orateurs unitaires commentaient devant ces masses rassemblées, l'ordre de grève de notre C.G.T. : grève préparée la veille par une assemblée générale de tous les conseils syndicaux de la Loire, et où avaient assisté des délégués de la C.G.T.S.R., de la Jeune République, de l'Union Anarchiste, du Parti Socialiste et un cheminot unitaire. Déjà cette réunion avait été une surprise, la sorte de stagnation constatée dans toutes les organisations ne permettait certes pas de concevoir une réunion aussi puissante, aussi passionnée.

Une préparation fiévreuse, une foule de chômeurs immense, la grève de lundi paraissait déjà moins problématique.

DIMANCHE 11 FEVRIER

Foule encore devant la Bourse. Les syndicats les plus importants : Mineurs, Livre, Enseignement, P.T.T, etc..., tiennent en même temps leurs assemblées générales. Toute la maison des travailleurs est pleine à craquer. Toutes les salles regorgent. Il y a là des camarades qui n'étaient jamais venus à la Bourse. D'autres qui ignorent la place des salles respectives. Les assemblées se mêlent. Il y a des mineurs et des menuisiers chez les instituteurs et inversement. Certaines corporations ont même dû tenir des réunions dans d'autres locaux de la ville. Des affiches hâtives bavant de colle fraîche, changent une fois de plus la couleur de la façade grise... On attend avec fièvre le lundi matin à la fin de ces réunions.

LUNDI 12 : GREVE GENERALE

Ça gaze ! La ville a son aspect de grève. Dès le matin, rareté des autos, absence des tramways, longue file des devantures fermées, rues désertes..., alors on avance plus vite, on ne marche plus, on court vers la Bourse du Travail, la vie de la cité n'a pas repris à son heure coutumière... Ça gaze !...

Les premiers chants de l'« Internationale » retentissent dans les rues, des corporations groupées déjà en masses compactes se dirigent vers la Bourse dont les couloirs s'emplissent. Spontanément, sans aucune décision préparatoire, dans un élan le front unique des tendances s'est réalisé, et les facteurs en uniformes, arrivent pêle-mêle, unitaires et confédérés mêlés, entraînant tout le personnel des postes. Les voix mâles scandent le « Front Rouge », le chant du prolétariat uni. La bannière rouge des P.T.T. flotte en tête sur les uniformes bleus. A la porte, on vend comme des petits pains la brochure « André Tardieu... apprenti dictateur ». Voici les gadoux; eux, sont à la Bourse; les caisses de cendre resteront sur les trottoirs ; on se passe des marchands d'*Action Française*, on ne se passe pas des gadous.

Le bureau est réuni. Dans la grande salle de la Bourse du Travail, on a un instant un choc au cœur : « Rien que ça ! ». Devant la tribune, embrasée de drapeaux rouges, les bancs se garnissent bientôt, mais on est encore anxieux. Savoir combien ils sont en bas ? dans la salle Sacco-Vanzetti ? dans les couloirs ?

Toutes les tendances sont venues se grouper fraternellement à l'appel de la C.G.T. en un large et loyal front unique.

Le meeting était présidé par Thivel, des tramways confédérés, assisté de Sohier des mineurs unitaires; Rosier de l'U.D. Confédérée; Poinard, de la C.G.T.S.R.

Tour à tour, Collomb (P.T.T. unitaires) ; Thibaud (U.L. Unitaires) ; Arnaud (mineurs confédérés) ; Thévenon (U.D. confédérée) ; Galopin (C.G.T.U.) ; Savel (C.G.T. S.R.) ; Rosier (U.D. Confédérée) ont dénoncé les manœuvres fascistes et insisté sur la nécessité pour les travailleurs de barrer résolument la route au fascisme.

L'heure est venue de descendre dans la rue. Et dès ce moment un air plus vif gonfle les poumons. L'impression du matin revient... « Ça gaze ». A la sortie de la salle, on trouve les couloirs et les escaliers bloqués. Il faut de la stratégie pour sortir de là-dedans. Il y a des grappes humaines partout ; déjà de larges sourires éclairent les faces des militants. Nom de Dieu ! on est bloqué à chaque instant entre les rampes et les couloirs. Sur nos têtes un roulement de pieds. En bas un roulement de pieds ; partout des drapeaux qui tanguent, des remous de gens qui rejoignent les pancartes de leurs corporations.

DANS LA RUE ! ! !...

Et là nous apparaît toute la force de la manifestation Arnaud, Thévenon, Thibaud, Galopin, Rosier, sont déjà en marche, précédant les drapeaux rouges, que des rangs se pressent encore au bas du perron. Par rangs de vingt, 15.000 ouvriers défilent en chantant, conspuant camelots et fascistes, et sur la Place du Peuple, nue, aux kiosques fermés, quelques cars hâtifs et vides foutent le camp, en pétaradant comme pris de colique à l'approche du long cortège. Le lycée jaune en prend pour son grade. Des applaudissements crépitent par contre devant les postes fermés. « A bas la guerre ! » et le chant du 17e éclate devant le monument aux morts. Après la visite du munitionnaire Lebrun, les morts stéphanois reçoivent la visite du prolétariat en lutte. La rue de la République s'emplit d'un bout à l'autre.

« P.T.T., Mineurs, Enseignement, Tramways », proclament les pancartes, aux figures hâtives et décomfites qui apparaissent aux balcons. « A bas le fascisme !... C. G. T. !... C. G. T. U. !... C. G. T. S. R. !... Union Anarchiste !... », ce sont comme autant de signatures aux cris et aux coups de sifflets qui montent de ces rangs pressés devant les maisons bourgeoises muettes... et tout au bout du cortège se dresse le drapeau noir des anars, celui de la dernière des révolutions.

« Au fumier le *Mémo*, la *Tribune*, la *Loire* », tous les journaux bourreurs de crâne. « En prison, Chiappe, Tardieu ! les banquiers voleurs ! », « Les Soviets ! les Soviets ! le pouvoir au syndicat ! ».

Et, plus ample, tandis que la manifestation monstre entoure d'un lacet noir la place Marengo, la Préfecture, l'Hôtel de Ville, le cri de haine retentit : « Fascisme assassin ! Fascisme assassin ! ».

Le cours Victor-Hugo voit la dislocation; on applaudit Thibaud et Arnaud, côte à côte, haranguant tour à tour la foule, derrière les drapeaux rouges et le drapeau noir.

Les écoles étaient fermées faute de maîtres. Le télégraphe ne fonctionnait pas, faute de télégraphistes. Le courrier, faute de facteurs, ne fut pas distribué. Les taxis avaient déserté les stations pour se grouper devant la Bourse du Travail d'où les chauffeurs ne partaient que pour convoyer les malades, les impotents. Les tramways, faute de personnel, étaient restés au dépôt. Dans les mines, chômage total, habitude prise par force, du reste depuis longtemps, par les mineurs. Dans la métallurgie, forte proportion de grévistes. Dans le commerce, assez forte proportion. Le ruban seul, en ce qui concerne les petits passementiers, conserva ses effectifs.

A la manufacture Nationale d'Armes, un grand nombre d'ouvriers étaient grévistes.

Les syndicats des employés et d'agents de maîtrise avaient décidé de s'abstenir. Toutefois,quelques militants de ces organisations ont fait grève une heure pour se solidariser avec les camarades ouvriers et pour répondre à l'appel de la C.G.T.

LA VIEILLE ACTION DIRECTE

Mais Saint-Etienne n'a pas répondu en entier; des usines tournent encore; le soir sera vraiment le soir de lutte. La cité rouge remettra en pratique la vieille action directe. Pêle-mêle, ouvriers et fonctionnaiers de toutes tendances s'attroupent devant le lycée, l'école supérieure, divers autres établissement scolaires, et jouent une sérénade en règle au milieu des attroupements.

D'autres groupes vont arrêter la circulation des cars qui osent encore rouler; 20 militants, unitaires, confédérés, anarchistes, arrêteront successivement les usines Chambeyron, Pupier, Automoto, sous l'œil d'une police qui juge préférable de ne pas pousser à la provocation. A chaque victoire, les bravos éclatent, les ouvriers, rieurs, grossissent les rangs et, au chant de l' « Internationale », après avoir fait le vide dans plusieurs usines de tissage, ce sont 400 ouvriers, formés en cortège, qui rejoignent la Bourse du Travail, 400 ouvriers enlevés par 20 grévistes à leurs patrons.

Une fois de plus, la Bourse a son aspect de mobilisation générale ; trois fois en trois jours, Saint-Etienne ouvrier a bougé. Des bandes arrivent de tous les côtés: des usines débauchées, des passants raccolés en route, et devant les salles bondées, les trottoirs noirs de monde..., Arnaud et Thibaud félicitent une dernière fois Saint-Etienne ouvrier qui s'est dressé contre le fascisme, uni, fraternel, tout puissant, en un mot, magnifique élan syndicaliste...

...Et dans les cafés, le soir, les femmes, les gosses, les instituteurs, les mineurs, les travailleurs de tout genre, chantent encore « La Carmagnole », apprenant peu à peu les nouvelles de la réussite dans tout le pays.

Contribution à l'histoire de la corruption sous la IIIe République

Chiappe et Stavisky

Reproduisons — pour l'histoire — le document capital publié par le journal radical **la Lumière** et dont personne jusqu'ici, Chiappe en premier lieu, n'a nié l'authenticité. C'est une partie du procès-verbal de l'interrogatoire de Mme Stavisky par les agents de la Sûreté, le 12 janvier :

Le 12 janvier 1934, Mme Stavisky faisait, à la Sûreté, la déposition suivante, devant quatre fonctionnaires :

Mon mari m'a dit, dans le courant de l'hiver dernier, avoir été reçu très gentiment par le Préfet de Police. Il est allé le voir à la suite des incidents du Casino de Cannes.

M. Chiappe a fait immédatement apporter dans son cabnet le dossier de mon mari. IL LUI A DIT QU'IL VEILLERAIT A CE QU'ON NE L'ENNUIE PLUS et qu'on ne ferait rien pour l'empêcher de se relever.

M. Dubarry était présent à cette entrevue. C'est lui qui l'a présenté au Préfet de Police.

Mon mari a dû être reçu une deuxième fois par le Préfet. Je ne puis donner de précision.

Un soir que nous nous trouvions à dîner chez « Philippe », avec Dubarry et sa femme, M. Chiappe est entré dans la salle du restaurant, accompagné de sa femme. Il a été retrouver Zographos et sa femme qui l'attendaient à une table.

Il s'est approché de notre table, nous a salués et a embrassé Dubarry.

A l'occasion d'un gala donné à la Comédie Française, auquel assistait le Président de la République, mon mari avait cherché des places, mais en vain. La veille de ce gala, il reçut une carte ; elle lui avait été remise par Dubarry, qui la tenait certainement du Préfet de Police.

Nous avons été placés dans une excellente loge, voisine de celle du Préfet.

Au bas de cette déclaration, les fonctionnaires de la Sûreté ont ajouté ce qui suit :

Mme Stavisky a paru vouloir tout d'abord parler assez longuement du Préfet de Police, mais ensuite elle a été réticente et a nettement déclaré, étant sans soutien actuellement, avoir peur des suites de ses déclarations la concernant.

Déclaration non consignée au procès-verbal. Recueillie le 12 janvier, à 19 heures, par M. Bony, en présence de MM. Borel. Thiviette et Bonvères, fonctionnaires de la Sûreté Générale.

Ce document était accompagné d'un article d'Albert Bayet, dont voici quelques extraits :

De son propre aveu, M. Chiappe connaissait l'affaire Stavisky. Par les innombrables rapports que lui envoyaient — et lui signalaient — ses services, il savait que Stavisky était sorti de prison par une faveur inavouable et qu'il méritait d'y rentrer. Il savait que cet escroc déjà condamné avait recommencé ses opérations et qu'il recrutait paisiblement, à Bayonne et ailleurs, complices et dupes. Il savait qu'avec de l'argent volé Stavisky avait acheté le journal *La Volonté*, plus un certain nombre de parlementaires.

Sachant cela, qu'a fait M. Chiappe ?

A-t-il fait son métier : Est-il allé trouver le Procureur général, le ministre de l'Intérieur, le Président du Conseil, pour leur dire : « Attention ! Une formidable escroquerie se prépare ! J'arrête le coupable ? »

Non. Le Préfet de Police a bien transmis par la voie ordinaire les rapports qu'il recevait et qui sont allés dormir, parmi cent autres, dans des cartons verts. Mais, au lieu d'arrêter l'escroc, il lui a accordé audience.

...Est-ce tout ? Non. Il y a mieux. Il y a le fait stupéfiant qu'a révélé le dernier numéro de là *Lumière*. Non seulement le Préfet de Police a reçu l'escroc, mais il a reçu l'encens de l'escroc. Dans cette même *Volonté* que Stavisky avait achetée avec de l'argent volé, il parut, le 6 décembre 1932, une interview de M. Chiappe, interview qu'accompagnaient des éloges dithyrambiques. Au cours de cette interview, M. Chiappe déclarait textuellement : « Pensez que Paris s'assainit !... »

Vraiment, il me paraît malaisé de pousser plus loin l'ironie. Paris s'assainit : entendez qu'un voleur est reçu par le Préfet de Police et lui rit au nez dans son cabinet. Paris s'assainit : entendez que le voleur payant l'article avec l'argent volé, encense le Préfet de Police.

Enfoncés Ponson du Terrail et son Rocambole !

Enfoncés Leblanc et son Arsène Lupin ! Enfoncés nos auteurs de romans policiers ! La réalité dépasse l'imagination des plus fous. Tout pâlit devant ce dialogue sublime :

— Monsieur le Préfet, vous êtes un grand homme !

— Monsieur l'escroc, veuillez prendre la peine d'entrer !

Comme l'histoire continue, ahurissante jusqu'au bout, Stavisky demande un passeport sous un faux nom, mais en exigeant qu'on y colle sa vraie photographie. Les services aussitôt de s'incliner. On a, dans de vagues bureaux, la photographie de l'escroc, ses empreintes digitales, ses mesures détaillées. N'importe : sa photographie s'étale sur le passeport. Sans doute, à défaut d'autres pièces, a-t-il apporté l'article qu'il a consacré à la gloire de M. Chiappe.

Malgré tout, les mauvais jours viennent. Tissier est arrêté. Alerte ! Stavisky décide de fuir et il quitte le Claridge. Des agents le suivent, pensez-vous ? Le Préfet de Police (qui a lu les rapports) a pris soin de le faire accompagner ? Non pas. Stavisky s'en va tout gaillard sans que personne lui mette la main au collet. « Je le traquais depuis neuf ans », dit aux journalistes le Préfet de Police...

...Oh ! j'entends bien ce qu'on vient me dire.. Il y a d'abord les « sages » qui expliquent gravement que sans doute le Préfet de Police est coupable, mais qu'on ne peut pas en donner la preuve. Sans doute, il a reçu Stavisky, mais il ne l'a pas embrassé; sans doute, il ne l'a pas arrêté, mais il ne l'a pas reconduit jusqu'à la rue; sans doute, il lui a permis d'obtenir un passeport truqué, mais il ne le lui a pas remis lui-même... J'aime mieux ne pas insister. A côté des sages, il y a les « gens de gauche ». — Voyez, me dit-on ! Malvy est radical, et il soutient M. Chiappe; Compère-Morel, Fiancette sont socialistes et ils soutiennent M. Chiappe. — Je pense qu'ils ont leurs raisons pour cela, et il faut qu'elles soient excellentes. Je conviens au reste que ce n'est pas une médiocre bonne fortune que d'être défendu à la fois par M. Malvy, par des socialistes, par l'*Action Française*. Mais je réponds que Mussolini avait aussi des amis à droite et à gauche. Hitler également.

Tardieu et Dubarry

C'est maintenant à un organe royaliste du Maroc, la **Voix Française,** que nous empruntons les renseignements et documents suivants, relatifs à la concession marocaine de Dubarry dont nous avons déjà plusieurs fois entretenu nos lecteurs :

Lorsque M. Dubarry se présenta à la Résidence (1) pour y demander des terres destinées à la culture du ricin, il était porteur d'une lettre de *M. André Tardieu, le Président du Conseil de l'époque* (2). M. Dubarry d'ailleurs jouit des faveurs de tous les Présidents du Conseil quels qu'ils soient. M. Saint était en conférence, si notre mémoire est bonne, avec M. Pierre Mas, et M. Dubarry attendit 10 minutes exactement, pas une de plus, pas une de moins.

Dès qu'il fut reçu, il en fit l'observation à M. le Ministre-Résident, membre du parti radical-socialiste séchement par ces mots : « Sachez, Monsieur le Ministre, que je n'attends jamais à la porte d'un ministère ».

La concession accordée, M. le Ministre-Président, membre du parti radical-socialiste, en écrivit sa satisfaction à M. le Ministre de l'Air, Pierre Cot, par la lettre mirobolante ci-dessous :

Résidence Générale
de la
République Française au Maroc
Direction Générale des Affaires
Indigènes

Rabat, 30 Juin 1930.

Le Commissaire Résident Général de la République Française au Maroc, à Monsieur le Ministre de l'Air, Paris.

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu accréditer auprès de cette Résidence Générale, M. Albert Dubarry, venu au Maroc pour y mettre au point un projet de production sur place du ricin, indispensable à notre aviation nationale et pour lequel nous sommes encore tributaires de l'étranger.

L'intérêt supérieur qui s'attache à ce projet ne m'avait pas échappé; M. le Président du Conseil me l'avait, de son côté, particulièrement signalé (3).

Aussi, le travail préparatoire ayant été déjà fait par mes Services, M. Albert Dubarry a-t-il pu être mis en possession d'un contrat de location sur 5.000 hectares de terres collectives de tribus exclusivement réservées à la culture du ricin.

Il m'est agréable de vous en aviser.

Je suis assuré, ainsi, d'avoir répondu à vos intentions et à celles de M. le Président du Conseil (4), *et d'avoir associé le Maroc à la défense de nos grands intérêts nationaux.*

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Signé : Lucien SAINT.

Et le journal ajoute que les terres ayant paru à M. Dubarry trop peu fertiles, on les lui échangea contre 1.500 hectares de terres qui seront prochainement irrigables, terres sur lesquelles pas un pied de ricin ne fut planté...

(1) La Résidence générale du Maroc — occupée alors par M. Saint, actuellement sénateur « radical-socialiste ». (N.D.L.R.).

(2) C'est nous qui soulignons. (N.D.L.R.).

(3) C'est nous qui soulignons. (N.D.L.R.).

(4) C'est nous qui soulignons. (N.D.L.R.).

Le boycottage des produits hitlériens

Osram et Osa

Dans la liste des produits hitlériens dressée par le Comité international de boycottage, nous avions signalé notamment la lampe Osram, et avions demandé de la boycotter. Or la lampe Osram est bien partout une lampe allemande... sauf en France. Il résulte en effet de renseignements complémentaires qu'à la fin de la guerre, lors de la liquidation des biens « ex-ennemis », la marque Osram a été rachetée pour la France par une société française. Partout ailleurs la lampe Osram est une lampe hitlérienne, fabriquée par le grand trust allemand d'électricité l'A.E.G. — mais pas en France. L'Osram hitlérienne continue cependant à être vendue en France, mais on en a fait tomber deux lettres: ce n'est plus **Osram,** c'est **Osa.**

Donc, boycottez la lampe **Osa,** produit hitlérien.

Est-ce un résultat du boycott ?

Pour la première fois depuis quatre ans, l'Allemagne a exporté, le mois dernier, moins qu'elle n'a importé. Par rapport au mois précédent, ses exportations ont baissé de 17 %, et, chose plus importante encore, ce sont surtout ses exportations de produits manufacturés qui ont été touchées : elles ont diminué de 22 %.

Pour combattre le fascisme il faut boycotter les produits hitlériens, tous les produits hitlériens et fascistes, y compris maintenant les marchandises autrichiennes, produits fascistes désormais.

ENTRE NOUS

Notre recensement en province

Ain. — Nous avons 8 abonnés; de 4 au 1er janvier 1933, nous étions montés à 9, mais un vieil abonné a quitté la région. Les instituteurs dominent. Rien chez les cheminots, où cependant il existe des syndicats. Rien à Oyonnax.

Aisne. — Pas très brillant. 8 abonnée contre 5. Nous devrions être 10. Mais deux nouvelles recrues ont lâché pied avant la fin de l'année. 5 abonnés à Saint-Quentin, 1 à Laon, 1 à Guise.

Alger. — Nous sommes en ce moment à la baisse. Pas de recrutement et des départs. 7 abonnés nouveaux dans le premier semestre, mais 5 départs. En tout, 23 abonnés. Notons qu'Alger est un des rares endroits où un camarade s'occupe de la vente au numéro.

Allier. — 1933 n'a pas été mauvais, puisque de 6 abonnés, nous sommes passés à 12. Mais nous n'avons pas progressé dans les centres ouvriers, 4 abonnés à Montluçon. Rien chez les cheminots de Saint-Germain-les-Fossés.

Hautes-Alpes. — 3 abonnés.

Alpes-Maritimes. — Une de nos meilleures progressions. De 22, nous sommes grimpés à 37. Mais tandis qu'une corporation, l'Enseignement, a été travaillée en « profondeur », les autres n'ont pour ainsi dire pas été touchées; nous n'y avons que des isolés, lesquels devraient bien se remuer un peu. A souligner : le syndicat des tramways, qui, autonome, fut en sympathie avec le comité des « 22 », est passé à la C.G.T. en 1933; or nous n'y avons pas un lecteur.

Ardèche. — Très bonne situation dans l'Enseignement. Le fort noyau de fidèles, 16 au 1er janvier 1933 est passé à 20.

Ardennes. — Nous sommes stationnaires à 4. Pourtant, il y a des centres ouvriers dans ce département. C'est même là que sont nos abonnés. Pas un seul instituteur.

Ariège. — Un seul abonné.

Aube. — Incompréhensible, ce piétinement sur place, à 3 abonnés, dans un tel département ! Peut-être devons-nous nous en prendre à la prédominance traditionnelle du mouvement politique sur le mouvement syndical. C'est égal, 3 abonnés dans l'Aube ouvrière, c'est loin d'être brillant.

Aude. — Trois abonnés, tous trois à Narbonne.

Aveyron. — Un abonné à Millau.

Belfort. — Seulement, 2 abonnés.

Bouches-du-Rhône. — Quoique nous soyons passés de 7 à 13, la situation n'est pas des meilleures : seulement 13 abonnés dans un tel département ! C'est minable.

Calvados. — De 4 abonnés, nous sommes passés à 11 : des instituteurs et des cheminots. Parmi ces derniers, nous pourrions être plus nombreux.

Cantal. — Département en baisse : de 10 abonnés, nous sommes descendus à 7, tous dans l'enseignement. Pourquoi ?

Charente. — Nous avons doublé : de 7 à 15. Il y eut, au cours de 1933, un effort sérieux dans l'enseignement.

Charente-Inférieure. — 5 abonnés dont deux à Oléron et un cheminot de Saintes.

Cher. — Seulement 5 abonnés : nous n'avons, dans ce département, jamais mordu sur le mouvement ouvrier proprement dit.

Corrèze. — 4 abonnés.

Corse. — Une abonnée de soutien.

Côte d'Or. — 2 abonnés pour tout potage. Et dans un département qui, tout de même, compte un mouvement syndical actif et des centres ouvriers nombreux !

Côtes-du-Nord. — En baisse d'un abonné : 8 contre 9 au début de 1933. Tous dans l'Enseignement.

Creuse. — 2 abonnés instituteurs.

(*à suivre*).

Notre budget pour 1934

Il est certes moins compliqué à établir que celui de l'Etat bourgeois. Impression, cliché, établissement des bandes et expédition, chacun de nos numéros de 20 pages à un tirage moyen de 2.400 exemplaires, nous revient en bloc à 1.700 francs.

Soit, pour l'année, 24 fois 1.700 francs, 40.800 francs.

Nos frais de correspondance, de recouvrement, de déplacement, de bureau, etc... se sont élevés en 1933 à 12.194 fr. 05. Nous n'exagérons donc pas en les évaluant à 12.000 francs pour 1934. Quant aux frais généraux (loyer, éclairage, entretien), nous les fixons à 5.000 francs.

Récapitulons :

Impression et expédition	40.800	frs
Correspondance et recouvrement	12.000	»
Frais généraux	5.000	»
Total	57.800	frs

Quelles recettes pouvons-nous aligner en face de cette prévision de dépenses de près de 60.000 francs pour l'année ?

Abonnements : 1.300 à 40 francs	52.000	frs
Soutiens	6.000	»
Vente au numéro	2.000	»
Souscription	3.000	»
Total	63.000	frs

Il ressort de ces évaluations basées sur les chiffres de l'an dernier un boni de 5.000 francs.

Mais attention ! Nous avons des dettes à régler : 3.500 francs chez l'ancien imprimeur de Paris, 6.500 francs à Cannes, 3.000 francs d'un ancien prêt. Si nous devions les payer dans l'année, c'est 70.000 francs de dépenses qu'il faut prévoir en face de 63.000 francs de recettes.

D'où il ressort, clair comme le jour, et tout en rappelant que pas un sou n'est dépensé à titre de rétribution, que, si nous voulons boucler notre budget cette année, il nous faut maintenir l'abonnement à 40 francs.

C'est cher, nous le savons. Mais nos lecteurs savent de leur côté que, pour rester absolument libre, une revue ne doit vivre que par ses abonnements et sa vente. En échange d'un prix élevé, nous leur donnons une garantie indiscutable — et indiscutée — de complète indépendance.

En nous faisant votre commande du tract

Au Syndicat, le Pouvoir !

Joignez-y, si vous le pouvez, votre souscription.

Elle nous aidera à payer les frais que nous occasionnent l'impression et l'envoi des tracts.

Compte de chèques-posaux : Paris 734-99.

Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, — NICE

A BAS LE LATIN ! A BAS LE LATIN ! A BAS LE LATIN !

Est-il nécessaire
de savoir le latin
pour être intelligent ?

VOUS TROUVEREZ LA REPONSE
A CETTE QUESTION DANS

A BAS LE LATIN !

par REGIS MESSAC

Aux Editions des PRIMAIRES 1 vol. 5 fr.

A BAS LE LATIN ! A BAS LE LATIN !

Une explication marxiste
des civilisations passées et du monde moderne.

Le Précis de Géographie Economique

de J. F. HORRABIN

traduit déjà a été traduit

en français

et annoté par

J. PÉRA

45 cartes

- 9 francs -

en italien

en russe

en allemand

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château d'Eau, Paris, Xe. Compte chèques-postaux Paris 734-99.

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Un aspirant dictateur :

ANDRÉ TARDIEU

par Félicien CHALLAYE

seconde édition revue et augmentée (20e mille)

Une brochure in-16 jésus de 32 pages, prix : 1 fr.

Par 10 exemplaires : réduction de 25 0/0 ; Par 100 exemplaires : réduction de 30 0/0 ;
Par 1000 exemplaires : réduction de 40 0/0.

En souscription

ROSA LUXEMBOURG

L'ACCUMULATION DU CAPITAL

suivie de

RÉPONSE AUX CRITIQUES

(Traduction de Marcel OLLIVIER

4 vol. in-16 Jésus. sur beau papier — Prix de souscription : 30 frs

Ce prix sera majoré de 50 o/o à la mise en vente.